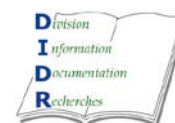


17/04/2015



Les madrasas et l'essor du radicalisme islamique

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises. Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Introduction

Dérivé du verbe arabe *darasa* (qui signifie « étudier »), madrasa est un terme qui désigne un établissement d'enseignement dirigé par des religieux dans les pays musulmans.

Les madrasas pakistanaises présentent des caractéristiques très diverses à maints égards : le nombre d'élèves, le niveau d'éducation, les positions théologiques et idéologiques, les liens éventuels avec des partis politiques, les ressources financières, etc., varient selon les établissements.¹

Selon Kaja Borchgrevink,² le terme *madrasa* est notamment employé par les autorités pakistanaises en tant que terme générique pour désigner des institutions éducatives islamiques supérieures, telles que les *jamia* et *dar ul uloom*.³

¹ BORCHGREVINK Kaja, « Pakistan's madrasas: moderation or militancy ? The madrasa debate and reform process », Norwegian Peacebuilding Resource Centre (NOREF), juin 2011.

² Kaja Borchgrevink est une chercheuse norvégienne dont les recherches portent sur la société civile et la religion au Pakistan et en Afghanistan. Elle a mené de nombreux travaux sur l'éducation religieuse dans ces deux pays, notamment pour le compte de la fondation *Norwegian Peacebuilding Resource Centre* (NOREF). Elle se consacre actuellement à la rédaction d'un doctorat portant sur les relations entre charité islamique et lutte contre la pauvreté au Pakistan.

³ *Dar ul uloom* : ce terme arabe, qui signifie « maison de la connaissance », est souvent employé pour désigner des institutions éducatives islamiques qui proposent généralement un niveau d'études plus avancé que la plupart des madrasas ; *Jamia* : ce terme arabe signifie « rassemblement ». Il peut servir à désigner une mosquée, et plus souvent, une université islamique.

Le Pakistan compte notamment « un grand nombre de grandes universités de type *madrasa (jamia)* » qui attirent des étudiants de toutes les régions du Pakistan et même de l'étranger.⁴

Construites « selon l'idée d'une société islamique idéale », « ces grandes institutions » ne se contentent pas de pourvoir à l'éducation de leurs étudiants, mais leur fournissent aussi des soins de santé et d'autres commodités.⁵

Cependant, la majorité des madrasas est de taille modeste et dispose de ressources limitées.

Nombre d'entre elles se trouvent à l'intérieur (ou sont adjacentes) à une mosquée de quartier et sont financées par la communauté locale.

L'imam local est souvent à la tête de la madrasa et les anciens étudiants y sont employés en tant que professeurs, bénévolement ou contre un salaire modique.⁶

1. Le dénombrement des madrasas

Lors de la création du Pakistan (1947), le pays comptait seulement 137 madrasas. Au cours des dix années suivantes, leur nombre est passé à 244, puis il a doublé tous les dix ans.⁷

Depuis la fin des années 1970, le Pakistan a vu le nombre de madrasas présentes sur son territoire croître très fortement.

Une forte hausse du nombre de madrasas a eu lieu sous le général Zia-ul-Haq (1977–1988), dont la politique d'islamisation a eu pour corollaire l'émergence de nombreuses madrasas apportant leur soutien au **djihad afghan** contre les Soviétiques à partir de 1979 (date de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique). Beaucoup de jeunes Pakistanais et musulmans venus de l'étranger y ont été formés à devenir des *moudjahidines*.⁸

A ce jour, le nombre exact de madrasas au Pakistan n'est pas connu. Le recensement des madrasas pakistanaises est d'autant plus difficile qu'en sus des madrasas affiliées à une *wafaq (infra)*, beaucoup opèrent **sans affiliation formelle ni enregistrement**.

S'agissant des madrasas affiliées à une *wafaq*, les sources consultées fournissent des estimations variables :

- en 2010, selon Kaja Borchgrevink, 19 000 madrasas affiliées existaient au Pakistan.⁹

- en 2013, Syed Manzar Abbas Zaidi¹⁰ avance le nombre de 28 000.¹¹

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ ZAHID HUSSAIN, *Frontline Pakistan - The struggle with militant islam*, Columbia University Press, 2007, pp.76-88.

⁸ *Religion News Service*, « How Pakistan's unregulated madrasa system sows division and religious strife », 22/12/14.

⁹ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

¹⁰ Ancien maître de conférences à l'Université *Central Lanchashire*, Syed Manzar Abbas Zaidi a mené de nombreuses recherches sur l'islamisme radical au Pakistan, le djihadisme et le dialogue inter sectaire. Collaborateur du *Long War Journal* et du centre de recherches *Centre for International and Strategic Analysis (SISA)*, il est aussi l'auteur de nombreux articles et de deux ouvrages sur la mouvance talibane au Pakistan.

- en 2014, Asad Hashim, correspondant d'*Al Jazeera* au Pakistan, souligne que plus de 22 000 madrasas sont affiliées au Pakistan.¹²

Bien que le nombre exact de madrasas opérant sans affiliation formelle ni enregistrement soit inconnu, divers observateurs estiment que **la prolifération de madrasas non enregistrées** demeure un réel problème au Pakistan :

- en 2009, la journaliste américaine Sabrina Tavernise remarque que dans certaines régions, les madrasas non-enregistrées sont plus nombreuses que les écoles publiques.¹³

- selon Syed Manzar Abbas Zaidi, la plupart d'entre elles se trouvent dans les FATA¹⁴ ou « dans d'autres régions isolées », où nombre « **de madrasas fantômes échappent à toute détection** ».¹⁵

- en 2008, la journaliste pakistanaise Kamila Hyat signale que certaines estimations font état de « plus de 40 000 » madrasas non-enregistrées dans l'ensemble du pays.¹⁶

- en 2015, le journaliste pakistanais Zahid Gishkori indique que selon des sources officielles, 8 249 madrasas non-enregistrées existent dans l'ensemble du pays : 4 135 dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, 2 411 dans le Pendjab, 1 406 dans le Sind, 266 au Baloutchistan, et au moins 31 à Islamabad.¹⁷

2. Les modes de financement des madrasas

Tandis que certaines madrasas bénéficient d'importantes ressources financières et sont richement équipées, d'autres doivent se contenter de moyens très limités.

Les ressources financières des madrasas proviennent essentiellement de dons effectués par des communautés locales ou par des donateurs étrangers.

2.1. Les dons en provenance des communautés locales

La tradition islamique de donations caritatives a fortement contribué à l'essor des madrasas.¹⁸

A cet égard, Syed Manzar Abbas Zaidi souligne que le nombre de madrasas et la place de l'éducation religieuse ont augmenté significativement ces dernières années au Pakistan, où l'engagement et le soutien des communautés aux madrasas locales demeure une norme pour de nombreux musulmans pakistanais.¹⁹

Pour de nombreux fidèles, les chefs religieux et les madrasas paraissent plus aptes à fournir des services sociaux que les fonctionnaires, souvent jugés corrompus. Les donateurs considèrent les madrasas comme des institutions méritantes capables de faire

¹¹ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, « Madrassa education in Pakistan : Controversies, challenges and prospects », Centre for international and strategic analysis (SISA), SISA report N°3, 04/03/13.

¹² *Al Jazeera*, « Pakistan mulls tighter controls on madrasas », 21/04/14.

¹³ *The New York Times*, « Pakistan's Islamic Schools Fill Void, but Fuel Militancy », 04/05/09.

¹⁴ *Federally Administered Tribal Areas (FATA)* : Zones tribales sous administration fédérale.

¹⁵ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

¹⁶ *The News International*, « No room for doubt and division », 25/09/08.

¹⁷ *The Express Tribune*, « Serious concerns: Over 8 000 seminaries operate without affiliation », 07/01/15.

¹⁸ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

¹⁹ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

bon usage de leurs dons. Les communautés locales soutiennent ainsi les madrasas à travers **des actes de charité**. En retour, les madrasas versent des salaires aux professeurs, hébergent et nourrissent les enseignants et les étudiants, achètent des livres, et pour certaines, offrent des bourses aux étudiants pauvres.²⁰

Traditionnels soutiens des madrasas, les commerçants ont, selon Kaja Borchgrevink, participé au développement de certains des plus importants complexes de madrasas du Pakistan.²¹

La plupart des madrasas pakistanaises sont financées par les dons de fidèles musulmans qui souhaitent **donner à la madrasa la plus proche** pour faire acte de charité à travers *al-zakat* (aumône légale), *al-sadaqa* (aumône volontaire) ou *al-waqf* (aumône continue).

▫ **Al-zakat** (*al-zakât* ou *al-zakaat*) est un terme arabe qui désigne le troisième pilier de l'islam. Il s'agit d'un impôt sur l'avoir et la propriété qui constitue une obligation devant Dieu. Cette aumône purifie sur le plan religieux, sacré et moral le bien de celui qui le possède. Sauf cas exceptionnel (famine par exemple), **elle est destinée aux musulmans habitants dans la région du donateur**. Cette aumône peut être faite directement par le croyant ou par l'intermédiaire d'une personne chargée de collecter les dons et de les répartir équitablement entre huit catégories de personnes, notamment les indigents.

On distingue plusieurs types de *zakat* : *al-zakat al-fitr* est versée à l'occasion de la fête marquant la fin du jeûne du mois de Ramadan et consiste en un repas offert à un nécessiteux ; *al-zakat al-mâl* est un acte de charité appliqué sur les possessions et le patrimoine du musulman.

▫ **Al-sadaqa** (ou *al-sadaqat*) est un acte de charité et une vertu de l'islam qui peut prendre différentes formes : un don d'argent, une aide physique à construire une maison, une préoccupation des autres par le dialogue, etc. Dans le Coran, ce terme apparaît souvent au pluriel, « *sadaqat* », qui signifie « *œuvres généreuses* ». L'islam recommande aux fidèles d'agir en permanence en faisant le bien non seulement par le don de soi, mais aussi par le don de ses biens. Contrairement à *al-zakat*, qui est un droit sacré et obligatoire où tout musulman prélève sur le surplus de ses propres biens une infime partie qu'il redistribue aux bénéficiaires désignés par Dieu, *al-sadaqa* est un acte volontaire, qui constitue un moyen d'expiation des péchés et des fautes.

▫ **Al-waqf** (ou *al-wakf*) est une donation faite à perpétuité par un particulier à une œuvre d'utilité publique, pieuse, charitable, ou fiduciaire. Le bien donné en usufruit est placé sous séquestre et devient inaliénable pour le faire fructifier et en donner le bénéfice aux pauvres. Si *al-zakat* (« *l'aumône légale* ») est obligatoire pour tout musulman solvable, *al-waqf*, dont la possibilité n'est offerte qu'aux seuls possédants, est facultatif. Durant des siècles, *al-waqf* a compté parmi les plus importants piliers des sociétés musulmanes.

2.2. Les autres sources de financement locales

Lorsque les dons provenant de la communauté locale ne suffisent pas à couvrir toutes les dépenses, les administrateurs de la madrasa s'efforcent de recueillir des fonds par différents biais.

²⁰ *Ibid.*

²¹ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

Pour ce faire, ils envoient des représentants dans d'autres quartiers. Munis de documents attestant de leur appartenance à la madrasa, ces représentants prennent contact avec d'éventuels bienfaiteurs, visitent des mosquées issues de leur secte et **font appel à la générosité des fidèles lors de rassemblements religieux**, notamment la grande prière du vendredi.

Ils font aussi des appels aux dons au moyen d'inscriptions murales, d'affiches, de banderoles, de prospectus, de brochures, d'annonces dans des journaux, etc.²²

Certaines madrasas possèdent **des propriétés agricoles et/ou des boutiques**. Celles-ci sont achetées par les administrateurs ou offertes par des bienfaiteurs.²³

D'autre part, certaines madrasas tirent des revenus de la **location de terres et/ou de logements**.²⁴

A cet égard, Syed Manzar Abbas Zaidi souligne que depuis quelques années, **les investissements** opérés par de grosses madrasas dans différents secteurs (l'immobilier, l'éducation ou d'autres entreprises commerciales lucratives) constitue une pratique de plus en plus courante.²⁵

2.3. Les dons en provenance de l'étranger

De nombreux observateurs font état de liens étroits entre les madrasas pakistanaïses et des donateurs étrangers.

Certaines sources estiment que les dons provenant de l'étranger constituent l'essentiel des ressources financières des madrasas pakistanaïses, à l'instar d'Imtiaz Gul, directeur exécutif du *Centre for Research and Security Studies* (basé à Islamabad). D'après ce dernier, la plupart des fonds destinés aux madrasas pakistanaïses arrive dans « **des valises pleines de cash** » ramenées par des religieux partis à l'étranger.²⁶

Selon Zahid Hussain,²⁷ la principale source de financement des madrasas provient **de pays musulmans ou de Pakistanais expatriés**. Nombre de responsables de madrasas pakistanaïses ont des liens étroits avec des pays arabes qui soutiennent le *djihad* afghan. Pour beaucoup de ces responsables, l'obtention de donations étrangères constitue un signe extérieur de richesse et une marque de reconnaissance.²⁸

Les **Britanniques de confession musulmane** comptent parmi les principaux donateurs des madrasas et des groupes militants pakistanaïses, dont certains ont été interdits et déclarés terroristes par le gouvernement pakistanaïse. Des organisations caritatives basées au Royaume-Uni ont été les principaux financiers des groupes militants islamistes. Le détournement de fonds en principe destinés à des projets éducatifs ou humanitaires au profit de groupes militants est devenu une pratique courante.²⁹

Divers observateurs accusent certains donateurs étrangers **de financer des groupes djihadistes et/ou sectaires sous couvert de soutien à des madrasas**.

²² TAHIR MEHMOOD BUTT, « Social and Political Role of Madrassa : Perspectives of Religious Leaders in Pakistan », *South Asian Studies*, Vol. 27, N°2, July-December 2012.

²³ *Ibid.*

²⁴ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

²⁵ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

²⁶ *AM IST*, « Shifting attitudes put Pakistan's Islamic extremists on defense », 18/02/15.

²⁷ Le journaliste Zahid Hussain est le correspondant au Pakistan de *Newsweek*, *The Times of London*, et *The Wall Street Journal*.

²⁸ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

²⁹ *Ibid.*

Ainis, selon Zahid Hussain, il est difficile de distinguer les aides financières versées au terrorisme de celles versées à des œuvres caritatives. Chaque année, la *Lashkar-e-Taiba* (LeT)³⁰ et la *Jaish-e-Muhammad* (JeM)³¹ recueilleraient plus de 5 millions de livres sterling (près de 7 millions d'euros) dans des mosquées britanniques. Bien que ces deux groupes soient interdits, nombre de membres de la diaspora cachemiri continuent de leur faire des dons.³²

La **révolution iranienne** (1979) a impulsé la première vague de financements étrangers à destination des madrasas pakistanaises. Craignant l'influence grandissante de l'Iran, le Koweït, l'Arabie Saoudite, l'Irak et d'autres pays musulmans riches en pétrole, ont commencé à verser de l'argent à des organisations pakistanaises sunnites radicales en vue de contrer la supposée menace chiite. Des millions de dollars ont ainsi été versés pour la création de madrasas au Pakistan, en particulier au Baloutchistan, province frontalière de l'Iran.³³

Les fonds provenant de l'étranger sont souvent perçus comme des moyens de promouvoir les ambitions géopolitiques de pays étrangers, en particulier **l'Iran et l'Arabie Saoudite**. Ces deux pays rivaux, qui se livrent à une lutte d'influence régionale, sont accusés d'alimenter les violences sectaires entre chiites et sunnites au Pakistan, à travers le soutien financier qu'ils apportent à des madrasas liées à des organisations sectaires.

Le journaliste Sajid Kamal rappelle que l'aggravation du conflit entre sunnites et chiites au Pakistan a fait ces dernières années des milliers de victimes tuées. Selon cette source, une des causes majeures de la violence sectaire réside dans l'existence de madrasas soutenues financièrement par des donateurs saoudiens ou iraniens, et dirigées par des mollahs radicaux.³⁴

Declan Walsh, correspondant au Pakistan du journal britannique *The Guardian*, signale que des madrasas pakistanaises ont été utilisées pour recruter des combattants pour le *djihad* et servir de prétexte au financement d'opérations terroristes. Selon cette source, des représentants de la **Jamaat-ud-Dawa (JuD), branche caritative de la Lashkar-e-Taiba (LeT)**, se sont ainsi rendus en Arabie Saoudite pour recueillir des fonds destinés à la création de nouvelles madrasas. Ils ont surestimé largement le montant des sommes nécessaires au fonctionnement de ces madrasas et détourné les excédents pour financer des opérations terroristes.³⁵

Ces allégations ont poussé le gouvernement à tenter, à partir de 2005, de renforcer le contrôle de l'Etat sur les financements des madrasas, en obligeant celles-ci à révéler les noms de leurs donateurs. Très critiquée par de nombreux responsables religieux, cette initiative gouvernementale a finalement été abandonnée (*infra*).

³⁰ Considérée comme la vitrine politique légale de la LeT, organisation officiellement interdite au Pakistan, la *Jamaat-ud-Dawa* (JuD) est une fondation de charité islamique fondée par le Pakistanais Hafiz Mohammad Saeed, également fondateur de la LeT. Selon le département d'Etat américain, la JuD et la LeT sont notamment impliquées dans les attentats de Mumbai en 2008, qui ont coûté la vie à plus de 150 personnes. Placée sur la liste officielle des organisations terroristes du Canada, des États-Unis, de l'Australie, du Royaume-Uni, de la Russie et de l'Inde, la LeT est considérée par l'ONU comme proche d'*Al-Qaeda*.

³¹ La *Jaish-e-Muhammad* (JeM, « Armée de Mahomet », rebaptisé *Khuddam-ul Islam* en 2002) est un groupe armé pakistanais fondé en février 2000 et opérant au Cachemire. Le Pakistan a interdit formellement la JeM en janvier 2002, mais l'*Inter-Services Intelligence* (ISI), un service de renseignements pakistanais, est toujours soupçonné de soutenir l'organisation. Considérée par l'ONU comme proche d'*Al-Qaeda*, la JeM est placée sur la liste officielle des organisations terroristes du Canada, des États-Unis, de l'Australie, du Royaume-Uni et de l'Inde.

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ *Daily Times*, « Madrasa education: a threat to peace and tolerance », 25/01/14.

³⁵ *The Guardian*, « WikiLeaks cables portray Saudi Arabia as a cash machine for terrorists », 05/12/10.

3. Obédiences et affiliations

Depuis la fin des années 1950, les madrasas pakistanaises enregistrées par le gouvernement sont affiliées à une fédération appelée *wafaq* en fonction de leur appartenance sectaire ou de leur orientation politique (pour ce qui concerne les madrasas affiliées au parti *Jamaat-e-Islami*).³⁶

3.1. Les cinq *wafaq*

Chaque *wafaq* est responsable de l'enregistrement et de l'accréditation des madrasas qui lui sont affiliées, dispose de son propre système éducatif, organise des examens annuels et délivre des diplômes.³⁷

Chaque *wafaq* a mis en place des comités chargés de surveiller le contenu des enseignements dispensés dans les madrasas qui lui sont affiliées, d'examiner tout changement susceptible d'intervenir dans les cursus, et de faire des recommandations en la matière.³⁸

Les *wafaq* sont membres d'un organisme de tutelle, *Ittehad Tanzeemat Madaaris Deenia (ITMD)*, fondé en 2003. Quatre *wafaq* correspondent à une appartenance sectaire :

- les madrasas déobandis sont affiliées à *Wafaq ul-Madaaris al-Arabia*
- les madrasas barelvis sont affiliées à *Tanzeem ul-Madaaris*
- les madrasas salafistes sont affiliées à *Wafaq ul-Madaaris al-Salafia*
- les madrasas chiites sont affiliées à *Wafaq ul-Madaaris al-Shia*
- la cinquième, *Rabita ul-Madaaris al-Islamia*, regroupe les madrasas affiliées au parti politique *Jamaat-e-Islami (JeI)*.³⁹

La grande majorité des madrasas pakistanaises sont **sunnites**. A cet égard, Kaja Borchgrevink signale qu'en 2008, 65% des madrasas affiliées à une *wafaq* sont d'inspiration déobandi et que 30% d'entre elles sont d'inspiration barelvi.⁴⁰ En 2009, la journaliste Sabrina Tavernise souligne que seuls 4 à 10% des madrasas pakistanaises sont **chiites**.⁴¹

Les déobandis forment une des quatre principales catégories des musulmans sunnites pakistanaises, les trois autres catégories étant constituées des barelvis (ou *Alh-e-Sunnat*), des salafistes (ou *Ahle Hadith*) et des mouvements modernistes revivalistes. La rivalité entre sunnites et chiites implique, chez les premiers, essentiellement les déobandis, qui se sont approprié la dénomination « *sunnite* ».

Le mouvement déobandi appartient à un mouvement de réforme religieuse, très minoritaire dans la population pakistanaise, apparu au début du XIXe siècle, dans le sens où il s'oppose au culte traditionnel des saints (pas aux saints en eux-mêmes) et aux longues et dispendieuses cérémonies coutumières familiales (naissance, mariage, funérailles) héritées du Moyen-Age. Les déobandis sont concurrencés par le mouvement barelvi ou *Alh-e-Sunnat* (« *peuple des enseignements* » du Prophète), dit non réformé (mais aussi ultraconservateur et anti-occidental que son concurrent), qui dispose également d'un large réseau de madrasas, et a conservé l'orthopraxie médiévale (culte

³⁶ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.*

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

⁴¹ *The New York Times*, 04/05/09, art.cit.

des saints, soufisme, coutumes, etc.). Les déobandis se distinguent aussi du courant réformé que représentent les salafistes ou *Ahl-e-Hadith* (« *peuple des traditions* » du Prophète) qui rejettent saints et soufis.⁴²

▣ ***Wafaq ul-Madaaris al-Arabia*** : fondée en 1959, cette *wafaq* (dont le QG se trouve à Multan) regroupe des madrasas **déobandis**. L'enseignement dispensé dans ces écoles comprend la mémorisation du Coran (*hifz*),⁴³ le *tajwid*,⁴⁴ et le *Dars-e-Nizami (infra)*. Opérant de façon indépendante, les madrasas *Jamia Ashrafia* (située à Lahore) et *Dar ul-Uloom Korangi* (située à Karachi) se distinguent des autres madrasas déobandis. Cependant, leurs étudiants apparaissent dans le comité d'examens de la *Wafaq ul-Madaaris al-Arabia*.⁴⁵

▣ ***Tanzeem ul-Madaaris*** : fondée en 1959, cette *wafaq* (dont le QG se trouve à Karachi) regroupe 8 000 madrasas **barelvis**, soit moins de la moitié du nombre total de madrasas déobandis. Syed Manzar Abbas Zaidi explique cet écart par le fait que les adeptes déobandis, bien que moins nombreux que les barelvis, sont mieux organisés en termes d'activisme religieux. Les madrasas *Dar ul-Uloom Muhammadia Ghosia Bhera* (située dans le district de Sargodha, province du Pendjab), qui compte plus de 400 branches, et *Minhaj ul-Quran*, qui possède des écoles et des collèges où sont enseignées des matières séculières, se distinguent des autres madrasas barelvis, car elles ne sont pas affiliées au *Tanzeem ul-Madaaris* et disposent de leurs propres systèmes d'enseignement et d'examens.⁴⁶

▣ ***Wafaq ul-Madaaris al-Salafia*** : fondée en 1955, cette *wafaq* (dont le QG se trouve à Faizalabad) regroupe près de 1 400 madrasas se réclamant de l'école sunnite d'inspiration saoudienne ***Ahl-e-Hadith***. Les Pakistanais qualifient souvent les adeptes de cette école de « **wahhabites** » ou de « **salafistes** », car ils suivent un enseignement proche de celui de Mohammad Ibn Abdul Wahhab, considéré comme le fondateur du wahhabisme, et rejettent les autres écoles de pensée musulmanes. Les madrasas de l'organisation caritative *Jamaat-ud-Dawa (JuD)*, qui dispose de son propre système éducatif, sont aussi affiliées à cette *wafaq*. La madrasa *Jamia Salafia Faisalabad* est la seule madrasa de l'école de pensée *Ahl-e-Hadith* indépendante en matière d'examens à distribuer des diplômes reconnus par les autorités.⁴⁷

▣ ***Wafaq ul-Madaaris al-Shia*** : fondée en 1960, cette *wafaq* (dont le QG se trouve à Lahore) regroupe près de 413 madrasas **chiites**. Selon Syed Manzar Abbas Zaidi, il n'existe pas de madrasa chiite au Pakistan ayant autorité pour délivrer des diplômes ou organiser des examens de façon indépendante.⁴⁸

▣ ***Rabita ul-Madaaris al-Islamia*** : fondée en 1983, cette *wafaq* (dont le QG se trouve à Mansoor, Lahore) regroupe les madrasas affiliées à la ***Jamaat-e-Islami***. La JI est un parti politico-religieux revivaliste qui se considère comme l'avant-garde de la révolution islamique au Pakistan, et suit une orientation indépendante, sans être affilié à une secte particulière. Près de 1 000 madrasas sont affiliées à cette *wafaq*.⁴⁹

⁴² GABORIEAU Marc, *Un autre islam*, Paris, Albin Michel, coll. Planète Inde, p. 144-145 et 149-150; LIEVEN Anatol, *Pakistan, A Hard Country*, Londres, Penguin Books, p. 128-130 et 141.

⁴³ *Hifz* : ce terme arabe, qui signifie littéralement « *gardien* », désigne la pratique qui consiste à mémoriser entièrement le Coran. Dans les madrasas où les élèves ne parlent pas l'arabe, le Coran est mémorisé phonétiquement.

⁴⁴ *Tajwid* (ou *tajweed*) : le *tajwid* est une lecture psalmodiée du Coran. Ce terme provient de la racine arabe *jawwada* qui signifie « *améliorer* ». Il désigne la science qui permet de réciter le Coran correctement, en prononçant chaque lettre convenablement, naturellement et sans forcer, conformément à ce qui a été transmis par le prophète Mahomet. Le but de l'apprentissage du *tajwid* est de préserver le lecteur de commettre des erreurs dans sa récitation du Coran afin de plaire à Dieu.

⁴⁵ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Ibid.*

3.2. Liens et affinités politiques

Certaines madrasas ont noué des liens étroits avec des partis politiques, d'autres se tiennent à l'écart des formations politiques.

Ces liens sont instrumentalisés par les partis, qui les utilisent en mobilisant les élèves de madrasas **lors de manifestations de masse**. Quelques rares chefs de madrasas sont aussi des responsables politiques, un plus grand nombre entretient des liens étroits avec des partis et des leaders politiques.⁵⁰

Selon Syed Manzar Abbas Zaidi, les madrasas pakistanaises jouent un rôle politique important depuis la création des partis politico-religieux, notamment la *Jamaat-e-Islami* (JeI), la *Jamaat Ulama-e-Islam* (JUI) et la *Jamaat Ulema-e-Pakistan* (JUP).⁵¹

En 1941, la JeI a été fondé en tant que parti politique dédié à la création d'un gouvernement islamique. Après la création du Pakistan (1947), les déobandis ont créé la JUI, tandis que l'école de pensée barelvi a suivi une ligne similaire en créant la JUP.⁵² Les adeptes salafistes et les chiites ont aussi mis en place des partis politiques religieux. Tous ces partis ont développé leur réseau de madrasas au sein de leur secte respective.⁵³

D'après une enquête menée en 2008 par le centre de recherches *Pak Institute for Peace Studies* (PIPS), **une majorité de madrasas a une affiliation politique**. Au total, 62% des madrasas concernées par cette enquête (soit 172 sur 251) ont des liens politiques, 18% sont liées à des organisations sectaires ou djihadistes, et environ 18% n'ont évoqué aucune affiliation politique.⁵⁴

Selon les auteurs de cette enquête, **les madrasas déobandis sont les plus enclines à se lier à des formations politiques** : 82% d'entre elles ont une affiliation politique. Selon Syed Manzar Abbas Zaidi, cette tendance correspond à une tradition, étant donné que la lutte politique constituait un des principaux objectifs ayant présidé à la création de l'école *Darul Uloom Deoband*.⁵⁵ **Le parti JUI, dont les cadres sont principalement des professeurs de madrasas, s'inscrit dans cet héritage.**⁵⁶

La majorité des *wafaq* désapprouve l'association de madrasas à des partis politiques, hormis *Rabita ul-Madaaris al-Islamia*, qui soutient pleinement son parti politique, le JeI.⁵⁷

Néanmoins, il existe un consensus concernant la participation des ex-étudiants de madrasas à des activités politiques une fois leurs études achevées.⁵⁸

⁵⁰ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

⁵¹ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

⁵² Fondée en 1988, la *Jamiat Ulema-e-Islam* (JUI, « Assemblée du Clergé islamique ») est considérée comme un des principaux partis islamistes du pays. La JUI est divisée en trois branches, la JUI-S, la JUI-N, et la JUI-F. Considérée comme la plus importante des trois branches, la JUI-F est un mouvement d'obédience déobandi favorable à l'avènement d'un « État islamique pur ». Ses principaux fiefs électoraux se situent dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, et dans le nord du Baloutchistan ; La *Jamiat Ulema-e-Pakistan* (JUP, « Assemblée du clergé pakistanais ») est généralement perçue comme un instrument politique au service de religieux sunnites d'obédience barelvi ; Pour plus d'informations concernant ces partis politiques.

⁵³ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Fondée par des oulémas en 1866 à Deoband (province indienne de l'Uttar Pradesh), *Darul Uloom Deoband* est une école musulmane à l'origine de la doctrine déobandi.

⁵⁶ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*

3.3. La question de l'enregistrement des madrasas

La question de l'enregistrement des madrasas est un sujet central dans le débat actuel concernant ces centres éducatifs.

En vertu de la loi *Societies Registration Act* de 1860, les madrasas devaient obligatoirement se faire enregistrer (comme toutes les organisations de la société civile pakistanaises) auprès du gouvernement en tant qu'organisations caritatives.⁵⁹

En 1996, le gouvernement de Benazir Bhutto a mis fin à l'obligation d'enregistrement pour les madrasas nouvellement créées.⁶⁰

Selon Kaja Borchgrevink, cette décision a entraîné la suppression de tout contrôle étatique sur les financements et les enseignements des madrasas et a ainsi favorisé « *la prolifération de madrasas non enregistrées aux penchants islamistes* ». ⁶¹

En quête de reconnaissance, certaines madrasas ont protesté contre cette réforme et demandé le retour des procédures d'enregistrement.⁶²

Au début des années 2000, les madrasas et le gouvernement de Pervez Musharraf ont passé un accord permettant le retour des procédures d'enregistrement.

Toutefois, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, l'accroissement de la défiance entre les autorités pakistanaises et les madrasas a freiné momentanément ce processus.⁶³

En 2005, après de longues discussions, **la loi dite *Societies Registration Act* de 1860 a été amendée**. Cet amendement rétablit l'obligation d'enregistrement des madrasas auprès du gouvernement, dispose que les madrasas doivent remplir une déclaration qui les engage à ne pas enseigner ou à publier des textes incitant à la haine, et qu'elles doivent fournir une copie annuelle de leurs comptes audités.⁶⁴

En outre, cet amendement prévoyait initialement que les madrasas révèlent leurs sources de financement. Les administrateurs des madrasas se sont dits prêts à transmettre leurs comptes audités, mais ont refusé de fournir aux autorités les noms de leurs donateurs.⁶⁵

D'aucuns expliquent ces réticences par le fait que les religieux redoutaient une trop grande proximité des gouvernements pakistanais et américain. A cet égard, Kaja Borchgrevink rappelle que depuis l'arrestation et la détention par les autorités américaines de plusieurs Pakistanais ayant fait des dons à des madrasas, celles-ci répugnent à fournir des informations nominatives concernant leurs donateurs.⁶⁶

A partir de 2007, quand le gouvernement a retiré l'obligation de révéler les noms des donateurs, les madrasas ont progressivement repris les procédures d'enregistrement. La fin de cette obligation a été vivement critiquée par divers observateurs, à l'instar de *International Crisis Group* (ICG), qui voit en cette initiative une mesure « *inefficace* » et destinée à satisfaire les seules exigences des donateurs.⁶⁷

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Religion News Service*, art.cit.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*

4. Les programmes d'enseignement des madrasas

Le programme d'enseignement dans les madrasas suscite actuellement des débats très animés au sein et en dehors des madrasas.

Selon Kaja Borchgrevink, le système éducatif des madrasas est souvent critiqué du fait de son caractère médiocre et inadapté à la société contemporaine. Cependant, le contenu et la qualité de l'enseignement varient sensiblement suivant les madrasas.⁶⁸

Beaucoup de grandes madrasas pakistanaises sont bien organisées et équipées, suivent un enseignement standardisé et organisent régulièrement des examens. Des madrasas telles que *Jamia Naeemia* à Lahore (barelvi), *Dar ul Uloom Naeemia* à Karachi (barelvi) et *Khair-ul-Madaris* à Multan (déobandi) enseignent des matières séculières, en sus des sujets religieux.⁶⁹

4.1. Dars-e-Nizami, un cursus strictement religieux

Le programme d'enseignement des madrasas est appelé *Dars-e-Nizami*.

En sus de l'apprentissage de l'arabe, ce cursus comprend l'étude du Coran, des **hadiths**,⁷⁰ du **tafsir**,⁷¹ et du **fiqh**.⁷² Le **Coran** et la **Sunna**⁷³ sont toujours à la base de ce cursus, mais les niveaux d'interprétation et d'explication peuvent varier suivant les madrasas et les écoles de pensée.⁷⁴

Ce cursus se divise en plusieurs niveaux correspondant à un niveau équivalent dans l'enseignement général : *ibtidaya* (qui correspond aux cinq années d'enseignement primaire), *mutawasitah*, *thanviyahe-amah*, *aliya*, *alimiyah*, et *takmeel* (qui correspond au troisième cycle universitaire).⁷⁵

Strictement religieux, *Dars-e-Nizami* est un cursus qui vise à former des étudiants à devenir professeurs de madrasas, propriétaires ou administrateurs de madrasas, écrivains religieux, imams, chefs de prières (*khatib*)⁷⁶, etc.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ *Hadith* : Un *hadith* (ou *hadith*) est une communication orale du prophète Mahomet. Par extension, ce terme désigne aussi un recueil qui comprend l'ensemble des traditions relatives aux actes et aux paroles de Mahomet et de ses compagnons, considérés comme des principes de gouvernance personnelle et collective pour les musulmans, que l'on désigne généralement sous le nom de « *tradition du Prophète* ».

⁷¹ *Tafsir* (« *interprétation* ») est un terme arabe qui désigne une exégèse du Coran. Basé sur les *hadiths*, le *tafsir* du Coran ne relève que du sens apparent (*zahir*) du texte sacré, sans s'attacher aux interprétations ésotériques. Le *tafsir* requiert de son auteur une grande érudition en matière de tradition orale (*hadith*), ainsi qu'une maîtrise parfaite de la langue arabe et de ses subtilités.

⁷² *Fiqh* : dérivé du verbe signifiant « *comprendre* », ce terme arabe désigne la jurisprudence islamique définie par les juristes de l'islam. Ces derniers sont désignés par le terme *faqih*.

⁷³ *Sunna* : dans le Coran, ce terme arabe (qui signifie « *cheminement* » ou « *pratique(s)* ») est employé pour désigner la « *loi immuable* » de Dieu, sous l'expression « *Sunna Allah* ». La *Sunna* englobe les règles de Dieu qui ont été prescrites à tous les prophètes, y compris le prophète de l'islam, Mahomet. La *Sunna* comprend tout l'enseignement du prophète Mahomet, en particulier : ses dires, ses actes, ses approbations explicites ou implicites, ses qualités morales personnelles, ses désapprobations, ses délaissements de certains actes. Selon les *hadiths*, la *Sunna* est une source législative de l'islam associée aux règles législatives du Coran.

⁷⁴ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

⁷⁵ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

⁷⁶ *Khatib* (ou *khatib*) : ce terme, qui peut se traduire par chef de prière, désigne la personne qui prononce les sermons lors des prières du vendredi et de l'Aïd. Le *khatib* est généralement un imam, mais ces deux rôles peuvent aussi être joués par deux individus distincts. Il n'existe pas de conditions requises pour devenir *khatib*, si ce n'est que celui-ci doit être un homme postpubère et en état de « *pureté physique* ».

Les madrasas ayant pour mission de **former des étudiants à de futures fonctions religieuses**, nombre d'entre elles n'enseignent aucune matière séculière ou compétence permettant aux étudiants de travailler sur le marché économique.⁷⁷

Dans un article paru en 2012 dans la revue *South Asian Studies*, l'universitaire Tahir Mehmood Butt⁷⁸ cite les propos de responsables de madrasas qui soulignent que les dons des fidèles (*al-zakat*, *al-sadqat*, etc.) répondent à cet objectif : « *Si les diplômés des madrasas choisissaient d'autres professions [que des fonctions religieuses], comme des emplois dans la Fonction Publique ou dans le secteur privé, la société cesserait de financer les madrasas ; et le système d'éducation religieuse s'effondrerait* ». Les madrasas constituent ainsi « *la centrale électrique qui génère, distribue et entretient les lignes d'approvisionnement de la religiosité dans notre société* ».⁷⁹

4.2. Un cursus jugé inadapté aux exigences du monde moderne

De nombreux observateurs estiment que cet enseignement ne correspond pas aux réalités du marché économique.

Se faisant, les madrasas assombrissent les perspectives professionnelles et économiques de leurs élèves, qui risquent ainsi de devenir des « *fardeaux économiques* » pour le reste de la société,⁸⁰ en même temps que des proies faciles pour les militants extrémistes.⁸¹

Selon le ministère des Affaires religieuses, chaque année, près de 200 000 étudiants sortent diplômés des madrasas.

Un ancien responsable de ce ministère souligne que : « **La plupart de ces diplômés sont sans emploi ou touchent des revenus mensuels inférieurs à 100 dollars en tant que chef de prières** [...] *Les madrasas créent des jeunes diplômés sans emploi ni perspective professionnelle* ».⁸²

4.3. L'introduction de matières séculières

A partir de 2005, dans le cadre d'un vaste projet de réforme des madrasas (*infra*), le gouvernement a tenté de rendre obligatoire l'enseignement de disciplines séculières telles que l'anglais et l'informatique dans les madrasas.

Les autorités ont notamment proposé des subventions aux madrasas disposées à enseigner des matières séculières. A cet égard, la journaliste Sabrina Tavernise souligne que de nombreuses madrasas ont touché des fonds étatiques, mais ont ensuite refusé de laisser les autorités surveiller le contenu de leurs enseignements.⁸³

Dans un premier temps, certains religieux ont déclaré l'enseignement de l'anglais et de l'informatique non-islamique et interdits par l'islam. Après des négociations avec le gouvernement, l'ITMP a finalement signé un mémorandum en octobre 2010 pour rendre obligatoire l'enseignement de certaines matières séculières.⁸⁴ Toutefois, le gouvernement n'étant pas parvenu à élaborer un projet législatif à ce sujet, ce mémorandum n'a jamais pris force de loi.⁸⁵

⁷⁷ TAHIR MEHMOOD BUTT, art.cit.

⁷⁸ Tahir Mehmood Butt enseigne à l'*Institute of Social and Cultural Studies* de l'Université du Pendjab (Lahore).

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ *Religion News Service*, art.cit.

⁸² *Ibid.*

⁸³ *The New York Times*, 04/05/09, art.cit.

⁸⁴ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

⁸⁵ *Religion News Service*, art.cit.

A ce jour, de nombreuses madrasas ont d'ores et déjà introduit l'apprentissage de sciences, des mathématiques, de l'informatique, et de l'anglais à leur cursus d'enseignement.

Le journaliste pakistanais Naveed Hamad souligne que l'Institut des sciences islamiques d'Islamabad (*Idara Uloom-e-Islam*) est une madrasa qui allie éducation religieuse et disciplines séculières, et rivalise avec les meilleures écoles secondaires d'Islamabad.⁸⁶

Syed Manzar Abbas Zaidi met en exergue l'émergence actuelle d'une « **nouvelle sorte de madrasa dans les zones urbaines** » qui allie éducation séculière et religieuse. Les étudiants y passent des examens d'Etat permettant l'obtention de diplômes généraux et suivent en parallèle un enseignement islamique assuré par l'institution elle-même.⁸⁷

4.4. Un enseignement jugé propice à la radicalisation des esprits

D'aucuns reprochent aux cursus enseignés dans les madrasas d'inciter les étudiants au *djihad* et/ou à la violence sectaire.

Selon Zahid Hussain, l'éducation transmise dans les madrasas engendre souvent des conflits culturels et religieux. Divisées selon des bases sectaires, les madrasas sont, par nature, mues par le désir de dominer et de surpasser en nombre les sectes rivales. Les étudiants y sont formés à **contrer les arguments des sectes rivales en matière de théologie, de jurisprudence islamique et de doctrine**. La promotion d'une secte particulière implique « *immanquablement le rejet des autres sectes* ». ⁸⁸

Selon Kaja Borchgrevink, l'élite pakistanaise laïque perçoit toujours les madrasas comme « **des bastions de l'obscurantisme** ». Cette chercheuse déplore « **le lavage de cerveau** » des étudiants de madrasas à travers « **la dissémination d'une littérature djihadiste** ». Celle-ci n'est pas élaborée dans les madrasas, mais produite et distribuée par des groupes djihadistes. Ces publications ne font pas partie de « *l'enseignement formel* » dispensé dans les madrasas, mais elles sont vendues aux abords des mosquées et des madrasas, ainsi que dans les bazars. Dans la mesure où le problème réside « *dans les liens informels entre madrasas et militants djihadistes* », focaliser son attention sur la réforme des programmes d'enseignement est « *une réponse inadéquate dans la lutte contre la radicalisation* ». ⁸⁹

Selon le journaliste Asad Hashim, le cursus enseigné dans les madrasas comprend certaines disciplines « *aux penchants ouvertement sectaires* », ce qui paraît peu surprenant étant donné que les *wafaq* sont largement divisées par secte et idéologie.⁹⁰

Selon Syed Manzar Abbas Zaidi, deux sujets de préoccupations majeures perdurent concernant l'enseignement des madrasas : d'une part, en confinant de façon rigide les étudiants à la seule interprétation de leur école de pensée et en déclarant les autres courants non-authentiques, certaines madrasas encouragent, directement ou indirectement, le sectarisme. D'autre part, la mauvaise interprétation, à des fins politiques, de certains versets coraniques, peut inciter certains étudiants à se diriger vers le militantisme radical.⁹¹

Dans un article paru en mai 2009 dans *The New York Times*, Sabrina Tavernise évoque une enquête menée par la police du Pendjab. Selon celle-ci, **les deux-tiers des**

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

⁸⁸ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

⁸⁹ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

⁹⁰ *Al Jazeera*, 21/04/14, art.cit.

⁹¹ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

kamikazes ayant commis des attentats-suicide dans la province du Pendjab auraient étudié dans des madrasas.⁹²

5. Facteurs incitatifs et motivations des étudiants

La grande majorité des élèves des madrasas ont entre 5 et 18 ans.⁹³ Les facteurs conduisant de nombreux jeunes Pakistanais à s'inscrire dans une madrasa sont multiples.

5.1. Difficultés matérielles et déliquescence des écoles publiques

D'aucuns estiment que les difficultés matérielles constituent le facteur primordial conduisant de nombreux jeunes vers des madrasas et présentent ces écoles comme un réseau faisant office de sécurité sociale pour les milieux défavorisés et délaissés par les services sociaux de l'Etat pakistanais.⁹⁴

La plupart des parents qui placent leurs enfants dans des madrasas n'ont pas les moyens financiers de les inscrire dans des écoles privées, et apprécient le fait que leurs enfants y seront hébergés, nourris et initiés gratuitement à l'apprentissage du Coran.⁹⁵

Les madrasas sont en outre perçues par de nombreux Pakistanais comme une alternative à la complète déliquescence des écoles publiques pakistanaises.⁹⁶

D'aucuns soutiennent que **le taux de chômage élevé parmi les jeunes diplômés issus du système éducatif public** pousse de nombreux jeunes vers les madrasas.

Certains parents préfèrent inscrire leurs enfants dans une madrasa, qui se chargera de forger leur conscience religieuse et leur garantira un emploi dans le secteur religieux, plutôt que de les inscrire dans une école publique, ce qui représente un investissement substantiel et n'offre aucune garantie en termes de débouchés professionnels.⁹⁷

Dans les régions les plus pauvres du pays, où les écoles publiques sont particulièrement délaissées, les familles les plus modestes se tournent massivement vers les madrasas.

Ainsi, selon la journaliste Sabrina Tavernise, la concentration de madrasas est très forte dans le sud du Pendjab. Dans cette région rurale marquée par une paupérisation croissante, la prolifération des madrasas a permis aux talibans de « *gagner du terrain* », avec le soutien de groupes de militants locaux.⁹⁸

Selon Zahid Hussain, l'afflux massif de jeunes issus de milieux ruraux et déshérités constitue une des causes majeures de la prolifération des madrasas au Pakistan, notamment **au Pendjab et en Khyber Pakhtunkhwa**, régions qui comptent le plus grand nombre de madrasas.⁹⁹

⁹² *The New York Times*, 04/05/09, art.cit.

⁹³ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

⁹⁴ TAHIR MEHMOOD BUTT, art.cit.

⁹⁵ *AM IST*, art.cit.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ TAHIR MEHMOOD BUTT, art.cit.

⁹⁸ *The New York Times*, 04/05/09, art.cit.

⁹⁹ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

5.2. Culture religieuse de l'entourage familial

Selon Kaja Borchgrevink, bien que la presse présente souvent les étudiants des madrasas comme « *des pauvres faisant l'objet d'un lavage de cerveau et prêts à embrasser le djihad* », la pauvreté et le manque d'alternatives éducatives ne constituent pas les seules raisons qui conduisent des étudiants à choisir les madrasas.¹⁰⁰

Certaines familles aisées choisissent aussi d'inscrire leurs enfants dans une madrasa, parce que ce cursus leur semble correspondre à la forme de scolarité la plus appropriée, et qu'un enfant doté d'une éducation religieuse renforce le « **prestige de la famille** ». ¹⁰¹

Selon Tahir Mehmood Butt, si la pauvreté semble être le facteur primordial, **le degré de religiosité** du milieu familial des étudiants est aussi un élément à prendre en compte.¹⁰²

Certaines familles aisées souhaitent donner une éducation religieuse à leurs enfants, sans que cela se fasse au détriment de leur éducation moderne, qui demeure la garantie d'un bon avenir économique. Puisque le *Dars-e-Nizami* dure de nombreuses années mais que leurs enfants ne peuvent pas consacrer autant de temps à l'éducation religieuse, elles optent souvent pour un cursus plus court, appelé *Hifz-e-Qur'an*, qui dure en général deux ou trois ans. Certains élèves suivent ce cursus en parallèle à leurs études modernes.¹⁰³

5.3. Contraintes, menaces et mauvais traitements

Dans certaines régions du pays, les familles n'ont pas vraiment d'autre choix que de placer leurs enfants dans une madrasa, compte tenu de la rareté des écoles publiques et des pressions et menaces exercées.

A cet égard, Anatol Lieven,¹⁰⁴ souligne : « *La plupart des madrasas ne se trouvent pas dans un grand bâtiment avec une façade indiquant clairement qu'il s'agit d'une madrasa. Vous ne pouvez pas vraiment inspecter ces écoles. Vous pouvez seulement les fermer et arrêter les enseignants, mais dans ce cas, où irons les étudiants pour poursuivre leurs scolarité ? Il y a très peu d'écoles publiques dans les zones de recrutement des militants* ». ¹⁰⁵

Dans un article paru en juillet 2014, deux correspondants de *France 24* citent le témoignage d'un enseignant originaire de la province de Khyber Pakhtunkhwa, selon qui les écoles séculières « **luttent pour leur survie dans les FATA et en Khyber Pakhtunkhwa** », où les madrasas ont « *proliféré* » ces dernières années : « *Les parents sont menacés et forcés de mettre leurs enfants dans des madrasas, pour contrôler leurs esprits et leur enseigner tout ce qui est lié au djihad et à la violence. Ils agissent ainsi pour accomplir leur mission, qui est de les envoyer au combat* ». ¹⁰⁶

Cette source évoque le cas d'une école séculière située en Khyber Pakhtunkhwa. Détruite il y a deux ans par l'explosion d'une bombe, cette école demeure à l'état de ruines. Un enseignant de cette école a demandé aux autorités de la reconstruire, tout en sachant que cette aide ne viendra « *probablement jamais* ». ¹⁰⁷

¹⁰⁰ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² TAHIR MEHMOOD BUTT, art.cit.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ Lauréat du Prix Orwell, Anatol Lieven est un journaliste britannique qui enseigne les relations internationales au *King's College* de Londres. C'est aussi un collaborateur de la *New America Foundation* et de *Carnegie Endowment for International Peace*; LIEVEN Anatol, *op.cit.*

¹⁰⁵ *AM IST*, art.cit.

¹⁰⁶ *France24*, « Pakistani parents forced to send children to madrasas », 07/07/14.

¹⁰⁷ *Ibid.*

Selon la source précitée, **plus de 100 écoles séculières ont été détruites à Peshawar** durant la dernière décennie. Seules 12 d'entre elles ont été reconstruites. Le personnel et les étudiants vivent « *dans la peur constante de nouvelles attaques* ». ¹⁰⁸

En décembre 2014, la journaliste pakistanaise Ferya Ilyas évoque le cas d'une étudiante de 26 ans ayant été **enrôlée de force** par les administrateurs de la **Jamia Hafsa**, madrasa réservée aux femmes et affiliée à la Mosquée Rouge d'Islamabad. ¹⁰⁹

Selon cette source, le père de la jeune femme a déposé une pétition auprès de la commission aux droits de l'homme de la Cour Suprême pour demander le retour de sa fille. Il accuse les administrateurs de la madrasa de garder sa fille de force au sein de la madrasa et dit être empêché de voir sa fille : « *Nous avons demandé à des religieux de renom de jouer les médiateurs, mais les administrateurs de la Mosquée Rouge n'écoutent personne [...] Quel genre d'établissement empêche des parents de voir leur fille ?* ». ¹¹⁰

Accusant cette madrasa de diffuser des opinions extrémistes, le père de la jeune femme dit avoir été menacé par les administrateurs de la madrasa après la publication de son histoire dans la presse pakistanaise. Celle-ci a relaté cette affaire après que le père de la jeune femme eut rejoint un mouvement protestation ¹¹¹ lancé en décembre 2014 par des membres de la société civile contre le mollah Abdul Aziz, chef de la Mosquée Rouge. ¹¹²

Zahid Hussain souligne que les **mauvais traitements** à l'encontre des élèves constituent une pratique courante dans de nombreuses madrasas. Selon cet observateur, les conditions de vie dans les madrasas sont régulièrement dénoncées comme inhumaines par des organisations de défense des droits de l'homme. Les étudiants y sont souvent soumis à un régime extrêmement sévère, où les **violences physiques** sont fréquentes. Dans beaucoup de madrasas, des étudiants sont entravés avec des chaînes et des fers en cas d'infraction aux règles de la madrasa. ¹¹³

En 2005, la journaliste Alice Draper évoque les mauvais traitements et les **abus sexuels** subis par de nombreux jeunes élèves : « *Dans certaines madrasas, les élèves vivent dans des conditions insalubres et les maltraitements sont quotidiennes. A Faisalabad, Atif, 11 ans, a raconté que dans son école les élèves étaient souvent enchaînés et battus comme des animaux. Lorsqu'Atif s'est rebellé contre ces mauvais traitements, son maître a voulu le punir de manière exemplaire. Il l'a attaché avec des câbles électriques et l'a frappé à coup de barres de fer et de chaînes jusqu'à ce qu'il s'évanouisse. Les parents ont dû emmener aux urgences leur fils en train d'agoniser. Il a survécu, mais la presse locale a rapporté que lors de son séjour à l'hôpital, il était traumatisé au point de se mettre à pleurer dès qu'il voyait un docteur avec une barbe* ». ¹¹⁴

Cette source rappelle qu'en 2005, le vice-ministre des Affaires religieuses, a révélé que la police a reçu plus de 400 plaintes pour viols d'enfants commis par des mollahs, en 2004. ¹¹⁵

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ *The Express Tribune*, « Father of brainwashed Jamia Hafsa student moves SC », 30/12/14.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Le 16 décembre 2014, 134 enfants d'officiers pakistanais ont été assassinés dans une école de Peshawar par un commando armé. Cette attaque a été revendiquée par le TTP et présentée comme une action de représailles destinée à se venger de l'opération militaire *Zarb-e-Azb* lancée en juin 2014 par l'armée pakistanaise au Waziristân. Dans les jours suivants, après que le mollah Abdul Aziz eut refusé de condamner cette attaque, des membres de la société civile ont manifesté pendant plusieurs jours aux abords de la Mosquée Rouge, pour exiger l'arrestation du mollah.

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

¹¹⁴ *Libération*, « Les madrasas de la honte au Pakistan », 24/08/05.

¹¹⁵ *Ibid.*

Elle cite également un analyste basé à Islamabad, qui souligne : « *Dans ce milieu clos de pensionnats religieux, les gosses sont sous contrôle absolu, ce qui facilite les viols. C'est de notoriété publique qu'il y a des mollahs pédophiles, toutefois, personne n'en parlera. Une culture de l'impunité s'est établie. Et comme notre justice fonctionne avec les pots-de-vin et les réseaux d'influence, les mollahs sont donc rarement condamnés* ». ¹¹⁶

5.4. Les étudiants étrangers

Certaines madrasas pakistanaises comptant parmi les plus prestigieuses de la région ont longtemps attiré de nombreux étudiants étrangers. Selon Kaja Borchgrevink, les madrasas pakistanaises jouissent ainsi d'une très bonne réputation parmi les étudiants afghans, mais attirent aussi des étudiants d'Asie centrale, des Ouïghours de Chine, des étudiants d'Asie du sud-est, et des Pakistanais de la diaspora venus d'Occident. ¹¹⁷

Dans les années 1980, certaines madrasas pakistanaises ont attiré un grand nombre d'étudiants étrangers désireux de **prendre part au djihad afghan** contre l'occupant soviétique. La plupart d'entre elles se situent dans des régions frontalières de l'Afghanistan (FATA, Khyber Pakhtunkhwa ou Baloutchistan), à l'instar de l'illustre madrasa Haqqania, (*infra*) située en Khyber Pakhtunkhwa.

En avril 2001, la journaliste Dominique Bari souligne que « *de nombreux moudjahidines ont fait un séjour à la madrasa Haqqania qui accueille non seulement des Pakistanais et des Afghans (ces derniers représentent la moitié des effectifs), mais aussi des Cachemiris indiens, des Ouzbeks, des Kazakhs, des Tadjiks, quelques Tchétchènes, des Turcs et des Arabes du Proche-Orient* ». ¹¹⁸

Naguère perçus comme des alliés dans la lutte contre les Soviétiques, ces étudiants étrangers (et les madrasas pakistanaises qui les accueillent) sont considérés, depuis le 11 septembre 2001, par les Etats-Unis et leurs alliés, comme une menace sécuritaire.

A partir des années 1990, un nombre croissant de jeunes étudiants issus des **diasporas pakistanaises** (en particulier des Etats-Unis et du Royaume Uni), se sont inscrits dans des madrasas pakistanaises, mus par le désir de devenir de « *vrais musulmans* ». Alors que la plupart d'entre eux se contentaient d'étudier l'islam, des dizaines ont été impliqués dans des activités djihadistes sous l'influence de groupes militants qui opèrent à l'intérieur de certaines madrasas. ¹¹⁹

Même si la un grand nombre d'étudiants étrangers candidats au *djihad* afghan ont étudié dans des madrasas situées dans des provinces limitrophes de l'Afghanistan, « *les madrasas radicales ne se limitent pas aux régions frontalières* ». ¹²⁰

Dans un ouvrage paru en 2007, Zahid Hussain souligne que beaucoup de madrasas de Karachi (la ville en compterait près de 1 000) ayant des liens avec des organisations sectaires et/ou des groupes armés accueillent des étudiants étrangers provenant d'une trentaine de pays, dont la Chine, plusieurs pays d'Asie centrale, la Tchétchénie, la Malaisie, les Philippines et le Royaume-Uni. Les étudiants y sont initiés au *djihad* (notamment dans deux des principales madrasas de la ville, *Jamia Ulumia Islami* et *Jamia Binoria*), qui est enseigné en tant que sujet spécifique. A partir des années 1980,

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

¹¹⁸ *L'Humanité*, « Ici l'on fabrique des taliban », 07/04/01.

¹¹⁹ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

¹²⁰ *Ibid.*

nombre de ces étudiants (pakistans ou étrangers) sont partis combattre en Afghanistan et/ou au Cachemire.¹²¹

Face à l'accroissement des pressions internationales, le gouvernement pakistanais a mis en place, à partir de 2001, différentes mesures visant à réduire le nombre d'étudiants étrangers dans les madrasas pakistanaises.

Ainsi, leur nombre a fortement baissé après que le gouvernement pakistanais eut durci sa politique en matière de visas au lendemain des attaques du 11 septembre 2001.¹²²

Lorsqu'il est apparu dans un premier temps qu'un des auteurs des **attentats commis à Londres en juillet 2005** avait séjourné en décembre 2014 dans la madrasa *Manzoor ul Islamia* de Lahore, la question des étudiants étrangers a de nouveau suscité de vives controverses.

Ces attentats ont conduit le gouvernement pakistanais à initier de vastes **opérations de rapatriement** d'étudiants étrangers.

Au lendemain de ces attaques terroristes, le président Musharraf a exigé que les madrasas pakistanaises expulsent tous leurs étudiants étrangers d'ici à la fin de l'année 2005. Il a en outre annoncé qu'aucun visa ne sera désormais accordé à des étrangers désireux d'étudier dans une madrasa, y compris aux binationaux titulaires de la nationalité pakistanaise.¹²³

Selon le journaliste pakistanais Felix Qaiser, ces mesures font suite aux révélations indiquant que trois des quatre terroristes impliqués dans les attentats de Londres étaient des Britanniques d'origine pakistanaise, et qu'au moins deux d'entre eux avaient séjourné au Pakistan quelques mois avant ces attentats.¹²⁴

En décembre 2005, le ministre de l'Intérieur a annoncé que 65% des étudiants étrangers concernés par ces mesures d'expulsion avaient déjà quitté le pays et a déclaré que le gouvernement ne repousserait pas la date butoir initiale, fixée au 31 décembre 2005.¹²⁵

Dans un article paru à la veille de cette date butoir, Imtiaz Gul, directeur exécutif du *Centre for Research and Security Studies*, souligne qu'environ **1 000 étudiants étrangers ont quitté le Pakistan** depuis la mise en place de cet ultimatum. La plupart d'entre eux étaient originaires d'Afghanistan, du sud-est asiatique ou d'Afrique.¹²⁶

Diverses sources estiment que l'ensemble de ces dispositions a réduit considérablement le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans les madrasas pakistanaises. Ainsi, selon Syed Manzar Abbas Zaidi, ce nombre est désormais « **négligeable** ».¹²⁷

D'autre part, ce chercheur souligne qu'aucune inscription nouvelle d'étudiant étranger n'est désormais admise et que seuls les étudiants étrangers ayant entamé leur cursus avant les mesures d'expulsion annoncées au lendemain des attentats de Londres sont officiellement autorisés à poursuivre leurs études dans une madrasa pakistanaise.¹²⁸

¹²¹ *Ibid.*

¹²² *The Guardian*, « Pakistan's Islamic schools resist expulsion order », 30/12/05.

¹²³ *Asianews*, « Islamic parties against expulsion of foreign madrasa students », 01/08/05.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ *The Guardian*, 30/12/05, art.cit.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

¹²⁸ *Ibid.*

6. Les fonctions sociales des madrasas

Tandis que de nombreux observateurs déplorent les accointances entre certaines madrasas et des groupes terroristes (*infra*), les responsables des madrasas présentent celles-ci comme **un acteur social majeur** qui promeut l'alphabétisation, défend la moralité religieuse et les valeurs humaines, facilite l'intégration des classes marginalisées, et participe au maintien de l'ordre social en luttant contre les causes principales de la criminalité (la décadence morale et les difficultés économiques).¹²⁹

Interrogés dans le cadre d'une enquête citée par Tahir Mehmood Butt, des responsables de madrasas pakistanaises énumèrent les différentes actions sociales menées par leurs écoles :

▫ Ces responsables mettent en exergue trois fonctions fondamentales jouées par les madrasas : elles dispensent le savoir divin ; elles portent assistance aux populations marginalisée et leur fournissent des services de base ; elles forment des citoyens lettrés et pacifiques et leur offrent ainsi des perspectives professionnelles.¹³⁰

▫ L'impéritie des institutions étatiques laisse un espace disponible aux madrasas qui accueillent **les franges marginalisées** de la société, qui y reçoivent gratuitement différents services : aide alimentaire, hébergement, éducation, vêtements, et soins médicaux.¹³¹

▫ En sus de l'aide fournie aux classes défavorisées, les madrasas offrent aux classes les plus aisées l'opportunité de faire des actes de charité et d'accomplir ainsi **leurs devoirs religieux** (*al-zakat, al-sadqat, etc.*).¹³²

▫ Les madrasas viennent en aide aux **victimes de catastrophes naturelles**. Cela fut notamment le cas à la suite d'un violent séisme survenu en octobre 2005 dans le nord du pays qui a laissé orphelins de nombreux enfants. Nombre d'entre eux ont été adoptés par des madrasas, qui leurs fournissent tous les services de base de la vie quotidienne, en même temps qu'un climat familial et une éducation religieuse.¹³³

▫ Les madrasas soignent des **affections spirituelles et physiques** d'individus qui viennent y pratiquer des rituels de guérison, notamment le *du'a*, le *dam*, et le *ta'viz*. Ainsi, « *quand des médecins déclarent une maladie incurable et que la volonté de Dieu reste le seul espoir, les gens viennent dans des madrasas pour pratiquer ces rituels* ». ¹³⁴

¹²⁹ TAHIR MEHMOOD BUTT, art.cit.

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ *Ibid.*

¹³² *Ibid.*

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ Le *du'a* est un acte d'invocation. En islam, il existe une distinction claire entre le *du'a* et la prière. La prière est l'un des piliers de l'islam. Il s'agit pour les fidèles d'un acte obligatoire, qui doit être fait à heures fixes, cinq fois par jour. A l'inverse, le *du'a* n'est pas obligatoire et peut être fait en tous lieux et en tous temps. Par cet acte, le fidèle peut invoquer Dieu pour lui demander son aide, le supplier d'être miséricordieux, lui demander pardon, etc. Il y a dans le *du'a* des louanges, de la reconnaissance, de l'espoir et une grande proximité avec Dieu. Un *du'a* peut être fait pour soi-même, pour sa famille, ses amis, des étrangers, des gens traversant une grande épreuve, pour les croyants ou même pour toute l'humanité. Le croyant peut demander, dans ses *du'as*, les bonnes choses de la vie d'ici-bas, tout comme les bonnes choses de l'au-delà ; Le *dam* est une pratique rituelle lors de laquelle un individu récite des versets ou un texte sacré dans le but de guérir d'une maladie ; Le *ta'viz* est un médaillon qui contient généralement des versets coraniques ou d'autres symboles islamiques. Il est porté par de nombreux musulmans soufis, qui lui prêtent des vertus protectrices et pensent ainsi écarter la maladie, la pauvreté, les mauvais sorts. La plupart des *ta'viz* sont fait d'un petit morceau de papier où sont écrits des versets coraniques. Le bout de papier est plié et cousu dans une petite poche de tissu noir. Un morceau de ficelle noir permet de le porter comme pendentif. L'emploi des *ta'viz* fait l'objet de controverses dans les communautés musulmanes du sous-continent indien, où de nombreux fidèles, en particulier des musulmans soufis, le portent. Les savants wahhabites considèrent le recours au *ta'viz* comme un acte polythéiste interdit par l'islam. La majorité des savants des quatre écoles sunnites font un distinguo entre les

Certains fidèles sollicitent aussi les madrasas pour **régler des problèmes domestiques** (dettes familiales, problèmes conjugaux, corrections infligées à des enfants indisciplinés, etc.). Les madrasas comblent ainsi « *un vide spirituel dans la psychologie humaine* ». ¹³⁵

▫ Selon ces mêmes responsables, les madrasas fournissent aux fidèles des conseils en matière de mariage, de divorce, de disputes autour d'un héritage, etc. ¹³⁶

Syed Manzar Abbas Zaidi souligne que les chefs de prières (*Khatib*) et les imams participent aux activités sociales liées **aux naissances, aux mariages et aux décès**. Leur interaction avec la société a lieu quotidiennement à la mosquée durant les prières. ¹³⁷

Selon la chercheuse Amélie Blom, ¹³⁸ « *les madrasas sont traditionnellement des centres de savoir ouverts sur le monde séculier, où les habitants du voisinage se rendent régulièrement pour demander **des conseils sur des affaires de la vie quotidienne** (fonction maintenue de façon très claire dans de nombreuses madrasas de quartier à Lahore, par exemple)* ». ¹³⁹

▫ Certaines madrasas situées dans des grandes villes pakistanaises servent de **lieux d'accueil pour de nombreux migrants**.

A cet égard, Amélie Blom rappelle qu'à Islamabad, « *les madrasas « illégales », vilipendées par les autorités municipales, sont des lieux d'accueil pour ces jeunes immigrés des villes et des campagnes voisines. Outre l'affinité ethnique et linguistique, la prépondérance de l'islam déobandi dans la NWFP¹⁴⁰ et les FATA explique que les jeunes Pachtounes établis dans la capitale choisissent les madrasas de cette école de pensée [...] A la madrasa Fareedia, par exemple, 80% des étudiants étaient originaires de la NWFP [...] Ce séminaire accueillait aussi de nombreux étudiants originaires des FATA* ». ¹⁴¹

Selon cette chercheuse, « *L'origine géographique des étudiant(e)s des madrasas de la Mosquée Rouge n'a rien de très original au regard de la nature des flux migratoires économiques vers Islamabad. Les migrants saisonniers, et souvent les journaliers, sont eux aussi originaires des villages de la NWFP et des FATA (ces migrants représentent 10% de la population d'Islamabad) ainsi que des villes voisines du Pendjab et d'Azad Kashmir* ».

7. Les liens et accointances entre madrasas et groupes armés

Les madrasas ont existé pendant plusieurs siècles au Pakistan sans que leurs fonctions sociales et éducatives ne suscitent de polémiques. Néanmoins, depuis ces 20 dernières années, en particulier **depuis les attentats du 11 septembre 2001**, les madrasas pakistanaises apparaissent comme **une institution éducative controversée**. ¹⁴²

ta'viz qui contiennent des versets coraniques autorisés, et ceux qui contiennent des invocations étrangères à la tradition islamique.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

¹³⁸ Amélie Blom, chercheur associé au département de sciences sociales de la *Lahore University of Management Sciences* (LUMS, Pakistan), est doctorante à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP) - Centre d'études et de recherches internationales (IEP-CERI) et EHESS.

¹³⁹ BLOM Amélie, « Campagnards » contre nouvelle Sodome : éléments de sociologie des milicien(n)es de la Lal Masjid », Sciences Po-CERI, juin 2009.

¹⁴⁰ La *North West Frontier Province* (NWFP) se dénomme aujourd'hui province de Khyber Pakhtunkhwa.

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² TAHIR MEHMOOD BUTT, art.cit.

A partir des années 1980, « l'essor de la culture du djihad a donné aux madrasas une nouvelle raison d'être ». Depuis lors, celles-ci ont proliféré et le clergé s'est mué en une force politique et sociale majeure.¹⁴³

A l'œuvre depuis les années 1980, la prolifération d'organisations djihadistes au Pakistan est, selon Zahid Hussain, le fruit de la culture militante adoptée par des madrasas radicales telles que *Darul Uloom Haqqania*. Devenues les abris de groupes armés et d'organisations extrémistes, des milliers de madrasas représentent désormais « une grave menace pour la sécurité du Pakistan ». La transformation de nombreuses madrasas « **en des camps d'entraînement pour combattants armés de kalachnikovs** » est directement liée à « l'essor de l'islam militant ».¹⁴⁴

Divers observateurs déplorent les liens qui unissent certaines madrasas à des organisations terroristes transnationales (**Al-Qaeda, DAESH**), aux **talibans afghans** qui combattent les forces de l'OTAN en Afghanistan, ou à des groupes pakistanais radicaux (**TTP, SSP**, etc.) qui commettent des violences sectaires et des attentats contre l'Etat en territoire pakistanais.

En 2013, Syed Manzar Abbas Zaidi souligne que, selon des informations transmises par des agences de sécurité pakistanaises, des individus suspectés de terrorisme auraient trouvé refuge dans des mosquées et des madrasas avant de commettre des attaques. Le gouvernement a lancé plusieurs raids contre ces madrasas, situées dans diverses régions du pays, pour arrêter des terroristes qui s'y étaient cachés parmi les étudiants.¹⁴⁵

7.1. Les liens avec les talibans afghans

Avant de se radicaliser sous l'influence du *djihad* afghan, les madrasas pakistanaises étaient essentiellement « des institutions conservatrices ».¹⁴⁶

Selon Syed Manzar Abbas Zaidi, dès l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique (1979), certaines madrasas pakistanaises (financées et soutenues par l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis) ont été utilisées pour éduquer et recruter des *moudjahidines* prêts à combattre contre les Soviétiques.¹⁴⁷

Dans les années 1980, un nombre croissant de combattants pakistanais ont pris part au *djihad afghan* contre les Soviétiques auprès de combattants arabes et afghans. Par la suite, certains ont servi la cause du *djihad* au Cachemire, en Tchétchénie, en Bosnie, en Egypte ou au Yémen.¹⁴⁸

Durant « l'apogée du *djihad afghan* (1982-1988) », **plus de 1000 nouvelles madrasas ont ouvert au Pakistan**, principalement dans les provinces frontalières de l'Afghanistan (Khyber Pakhtunkhwa et Baloutchistan). La localisation de ces madrasas, situées dans des régions dotées de liens étroits (culturels, linguistiques et sectaires) avec les Pachtounes afghans, aidait à convaincre les élèves d'aller se battre auprès « de leurs frères afghans en détresse ».¹⁴⁹

La quasi-totalité des madrasas créées lors de cette période étaient affiliées à **des partis sunnites radicaux tels que la JUI et la Jel**, qui étaient des alliés politiques du général Zia-ul-Haq et des partenaires du *djihad* afghan.¹⁵⁰

¹⁴³ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

¹⁴⁶ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

¹⁴⁷ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

¹⁴⁸ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*

Quand les Soviétiques ont quitté l'Afghanistan (1989), de nombreuses madrasas avaient « *acquis une vision du monde militante* » et gagné de l'importance sur le plan politique. Ces changements ont modifié le rôle historique des madrasas, et transformé ces centres éducatifs en « **centres d'endoctrinement** » au service de l'**extrémisme islamiste**.¹⁵¹

Dans les années 1990, plusieurs leaders talibans afghans sont sortis diplômés de madrasas pakistanaises.

Parfois surnommée « *l'université du djihad* », **Darul Uloom Haqqania** est une madrasa déobandi (située à Akora Khattak, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa) qui a accueilli d'illustres talibans afghans, dont le Mollah Omar.

En avril 2001, la journaliste Dominique Bari souligne que cette madrasa a permis « *aux fils des réfugiés afghans les plus démunis de fuir l'insalubrité des camps pour une bonne dizaine d'années d'études* ». En outre, cette source rappelle que le responsable de cette madrasa, Maulana Sami-Ul Haq (un ancien député au Parlement membre de la JUI) est « *considéré comme le principal organisateur du recrutement parmi les Pakistanais, notamment de miliciens talibans* », qui « *a envoyé ses étudiants en âge de combattre au front* » aux côtés des hommes du Mollah Omar et a lancé « **un appel aux armes à toutes les madrasas de la NWFP** ». ¹⁵²

Fondée en 1947, la madrasa *Darul Uloom Haqqania* est devenue, au début de la guerre en Afghanistan, « *un centre panislamiste* » et a connu « *une expansion considérable* » grâce au soutien du gouvernement pakistanais et à des donations en provenance de l'étranger. En 1997, cette madrasa a fermé pendant plusieurs mois pour permettre à ses étudiants d'aller combattre aux côtés des talibans afghans en vue de conquérir la province afghane de Mazar-I-Sharif. Selon Zahid Hussain, de tels mouvements transfrontaliers n'auraient pas pu se faire sans certaines accointances avec des services de renseignements pakistanais. ¹⁵³

Depuis l'intervention militaire américaine en Afghanistan et la chute du gouvernement taliban de Kaboul (en 2001), nombre de madrasas pakistanaises sont soupçonnées de soutenir les talibans afghans en leur fournissant des sanctuaires ou en pourvoyant aux entraînements de nouvelles recrues. ¹⁵⁴

Depuis 2001, de nombreuses familles afghanes touchées par la guerre ont trouvé refuge au Pakistan, où leurs enfants ont étudié dans des madrasas. Certains ont ensuite rejoint la mouvance talibane et combattu les forces américaines en Afghanistan. ¹⁵⁵

En 2007, Zahid Hussain souligne que de nombreuses madrasas dirigées par le JUI continuent d'apporter **un soutien idéologique et une aide matérielle aux talibans afghans**. Ces madrasas hébergent et aident les combattants afghans déjà existants et fournissent de nouvelles recrues à l'insurrection talibane en Afghanistan. Depuis la chute du régime taliban de Kaboul en 2001, plus de 8 000 nouveaux élèves ont rejoint des madrasas situées en Khyber Pakhtunkhwa et au Baloutchistan. Selon le responsable d'une de ces madrasas, il s'agit d'un flux si constant qu'il devient difficile de proposer un hébergement à tous les nouveaux venus. ¹⁵⁶

¹⁵¹ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

¹⁵² *L'Humanité*, art.cit.

¹⁵³ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

¹⁵⁴ TAHIR MEHMOOD BUTT, art.cit.

¹⁵⁵ *Ibid.*

¹⁵⁶ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

Selon des sources sécuritaires pakistanaises, une majorité de madrasas non enregistrées dans les FATA participe encore au recrutement de combattants. **Nombre d'organisations déobandis ou salafistes** envoient leurs étudiants des madrasas en Afghanistan pour y prendre part au *djihad* contre les forces de l'OTAN.¹⁵⁷

Ces accointances entre madrasas pakistanaises et talibans afghans ont conduit les forces de l'OTAN à détruire par des frappes de missiles et de drones plusieurs madrasas situées dans le Nord du Pakistan.¹⁵⁸

7.2. Les liens avec des groupes armés opérant au Cachemire

Diverses sources évoquent l'implication de madrasas pakistanaises dans le conflit prévalant au Cachemire.

Selon Zahid Hussain, la madrasa *Darul Uloom Haqqania* a servi de centre de recrutement pour des dizaines de groupes armés pakistanais qui combattent l'armée indienne au Cachemire.¹⁵⁹

Syed Manzar Abbas Zaidi souligne que la LeT, « un des principaux groupes djihadistes impliqué [dans ce conflit] », a été fondée en 1993 comme la branche armée d'une célèbre madrasa, *Markaz-ud-Daawa-Wal-Irshad*, située à Muridkee (province du Pendjab).¹⁶⁰

Selon le journaliste Declan Walsh, les madrasas pakistanaises ont été utilisées pour recruter des combattants pour le *djihad* et ont servi de prétexte au financement de la LeT.¹⁶¹

Ainsi, des représentants de la JuD, branche caritative de la LeT, ont voyagé en Arabie saoudite pour demander des subventions pour de nouvelles écoles, en gonflant largement le montant des sommes nécessaires au fonctionnement des écoles pour ensuite détourner les excédents pour financer des opérations militantes.¹⁶²

7.3. Les liens avec des réseaux terroristes transnationaux

Depuis le 11 septembre 2001, les madrasas pakistanaises sont soupçonnées d'être liées indirectement ou directement au terrorisme transnational et à des organisations terroristes ayant commis des attentats dans des pays occidentaux ou contre des intérêts occidentaux à l'étranger.¹⁶³

Syed Manzar Abbas Zaidi estime pourtant difficile de prouver que les madrasas sont impliquées dans le terrorisme transnational faute de données suffisantes. Ce chercheur souligne qu'aucune preuve ne démontre les liens entre les terroristes ayant commis les attaques du 11 septembre 2001 et les madrasas pakistanaises. D'autre part, il mentionne

¹⁵⁷ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

¹⁵⁸ TAHIR MEHMOOD BUTT, art.cit.

¹⁵⁹ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

¹⁶⁰ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

¹⁶¹ *The Guardian*, 05/12/10, art.cit.

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

une étude menée en 2004 par Marc Sageman,¹⁶⁴ selon laquelle moins de 9% des terroristes d'*Al-Qaeda* connus proviennent d'une madrasa.¹⁶⁵

Pour sa part, Zahid Hussain rappelle que la madrasa *Darul Uloom Haqqania* a accueilli, quelques mois avant les attentats du 11 septembre 2001, une conférence réunissant des leaders de partis islamistes et des groupes militants (afghans et pakistanais). A cette occasion, les participants ont exprimé leur solidarité envers Oussama Ben Laden et le régime taliban de Kaboul, ont fait le serment de défendre le chef spirituel d'*Al-Qaeda* et de lancer une guerre sainte contre l'Occident. Un des objectifs de cette conférence était de faire pression sur le gouvernement pakistanais pour qu'il n'applique pas des sanctions décidées par l'ONU contre le régime taliban de Kaboul.¹⁶⁶

Cet observateur souligne en outre que **des dizaines de petites madrasas situées à Karachi abritent des cellules dormantes d'*Al-Qaeda***. L'une d'entre elles, la madrasa *Jamia Abu Bakr*, a accueilli pendant quatre ans un étudiant indonésien dénommé Rusman Gunawan, membre de l'organisation *Jemmah Islamiyah*. Inscrit dans cette madrasa sous une fausse identité depuis 1999, Rusman Gunawan a été arrêté en septembre 2003 à Karachi en raison de son implication dans les attentats commis à Bali en octobre 2002 (lors desquels plus de 200 personnes, pour la plupart des touristes occidentaux, ont été tuées).¹⁶⁷

Selon Zahid Hussain, l'arrestation de Rusman Gunawan a fourni des indications quant aux liens étroits entre les madrasas pakistanaises et les réseaux terroristes internationaux. Son arrestation a été suivie de nombreux raids à proximité de la madrasa *Jamia Abu Bakr*. Lors de ces raids, huit étudiants originaires du sud-est asiatique ont été arrêtés. Ces étudiants étaient inscrits à la *Jamia Darasitul Islamia*, une madrasa dirigée par la JuD. Toutefois, en dépit de ces nombreuses mesures répressives, de nombreuses madrasas pakistanaises ont continué à abriter des cellules dormantes d'*Al-Qaeda*.¹⁶⁸

D'autre part, Zahid Hussain indique que certaines madrasas pakistanaises sont liées à des organisations islamistes notoirement connues pour leur soutien à *Al-Qaeda*, notamment : ***Akhwan-ul Muslimeen*** (Egypte), ***Jemmah Islamiyah*** (Indonésie), le **Front Islamique du Salut** (FIS, Algérie), et le **groupe d'Abu Sayyaf** (Philippines).¹⁶⁹

Lorsqu'il est apparu qu'un des auteurs **des attentats de Londres de juillet 2005**, un Britannique d'origine pakistanaise, avait séjourné en décembre 2004 dans la madrasa *Manzoor ul Islamia* de Lahore, les madrasas pakistanaises ont fait l'objet d'une surveillance accrue. Dès lors, ces écoles ont été perçues par les gouvernements occidentaux comme une menace pour la sécurité transnationale. Ces derniers ont alors accentué les pressions sur le gouvernement pakistanais pour que celui-ci engage une vaste réforme des madrasas et s'attaque à celles suspectées d'être en lien avec des réseaux terroristes transnationaux.¹⁷⁰

Depuis 2005, plusieurs madrasas réputées proches d'*Al-Qaeda* (et des talibans afghans) ont ainsi été attaquées par l'armée pakistanaise, à l'instar de **la madrasa de Chenagai**, détruite en octobre 2006 (*infra*), et de **deux madrasas affiliées à la Mosquée Rouge d'Islamabad**, prises d'assaut en juillet 2007 dans le cadre de l'Opération *Silence*.

¹⁶⁴ Psychiatre et sociologue de formation, Marc Sageman est un ancien agent de la CIA ayant séjourné au Pakistan à la fin des années 1980. Il est notamment aussi l'auteur d'un livre intitulé *Understanding Terror Networks* (University of Pennsylvania Press, 2004), consacré à la « psychologie et à la sociologie des acteurs du djihad ».

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

Malgré cette opération militaire, responsables et étudiants des madrasas liées à la Mosquée Rouge d'Islamabad continuent d'afficher ouvertement leurs sympathies à l'égard de réseaux terroristes transnationaux.

En avril 2014, le mollah Abdul Aziz, chef de la Mosquée Rouge d'Islamabad et d'un réseau de 27 madrasas situées dans la province du Pendjab, s'est illustré lors de l'inauguration de la bibliothèque de la **Jamia Hafsa** (madrasa réservée aux femmes et affiliée à la Mosquée Rouge) en nommant celle-ci Oussama Ben Laden. A cette occasion, il a qualifié ce dernier de « martyr » et de « héros de l'islam ». ¹⁷¹

Plus récemment, certains étudiants de madrasa ont exprimé publiquement leurs sympathies à l'égard de l'Etat islamique (**DAESH**).

Ainsi, dans un article paru en janvier 2015, le journaliste Munawer Azeem souligne que le département de la police d'Islamabad a lancé des poursuites judiciaires contre des étudiants de la *Jamia Hafsa* accusés de « faire la guerre ». ¹⁷²

Dans un communiqué de presse et un message vidéo, ces étudiants ont invité DAESH à venir au Pakistan pour venger les victimes de l'Opération *Silence*. Par la suite, le mollah Abdul Aziz a suscité de vives polémiques en approuvant cette vidéo et en déclarant ne pas être opposé à l'agenda de DAESH. ¹⁷³

7.4. Les liens avec des groupes armés opérant au Pakistan

Certaines madrasas sont accusées de propager une idéologie sectaire parmi leurs étudiants et d'alimenter ainsi les violences intersectaires.

Selon Syed Manzar Abbas Zaidi, l'existence de visions politiques biaisées, le sentiment de supériorité de certaines sectes, et la curiosité envers le *djihad*, conçu comme un moyen de dominer le monde, sont autant de facteurs majeurs pouvant être utilisés pour distiller des idées extrémistes parmi les étudiants. ¹⁷⁴

Certaines madrasas financées par l'Arabie Saoudite ou l'Iran participent à l'aggravation des divisions sectaires dans le pays. Selon le journaliste Sajid Kamal, une des raisons de la hausse des violences sectaires réside dans le fait que ces madrasas ne tolèrent pas que d'autres puissent suivre des pratiques ou des croyances religieuses contraires aux leurs. **Qualifier de mécréants (*kafir*)** les adeptes d'autres sectes est une pratique courante dans de nombreuses madrasas qui s'adressent à de jeunes enfants. ¹⁷⁵

Même si les madrasas affirment ne pas être impliquées directement dans la radicalisation des étudiants durant leurs cursus, ces derniers acquièrent un état d'esprit qui les prédispose à suivre les traces des combattants de la guerre sainte. Les madrasas affiliées à des organisations djihadistes invitent des commandants djihadistes à visiter et à approcher les étudiants pour les recruter **en glorifiant leurs expériences et leur cause**. De plus, les leaders d'organisations sectaires attisent **l'animosité des étudiants vis-à-vis des autres sectes à travers des discours et la distribution de littérature qui incitent à la violence sectaire**. ¹⁷⁶

¹⁷¹ *Al Jazeera*, 21/04/14, art.cit.

¹⁷² *Dawn*, « Police to act against Jamia Hafsa over Daish video », 09/01/15.

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

¹⁷⁵ *Daily Times*, art.cit.

¹⁷⁶ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit ; ZAID HUSSAIN, *op.cit.*

Certaines madrasas sont soupçonnées d'acointances avec des groupes armés pakistanais (et interdits par le gouvernement depuis le début des années 2000) qui se livrent à des attentats, à des attaques contre des représentants de l'Etat et les forces de sécurité, et/ou à des violences sectaires sur le territoire pakistanais.

▫ Malgré leur interdiction formelle, des groupes armés tels que **Sipah-e-Sahaba Pakistan** (SSP) et **Lashkar-e-Jhangvi** (LeJ) conservent des liens avec des madrasas déobandis, tandis que des groupes armés comme **Sipah-e-Muhammad Pakistan** (SMP) et **Tehreek-e-Jaffria Pakistan** (TJP) sont liés avec des madrasas chiites.

▫ **La SSP** se caractérise par une idéologie antichiite. Celle-ci s'est déclinée en des actions (notamment des assassinats) visant les responsables chiites ainsi que les fidèles chiites dans leurs mosquées. La SSP était une organisation de masse, comprenant un million de membres, **une branche étudiante**, une société d'assurances, et un vaste réseau national de bureaux. Elle aurait eu entre environ 3 000 et 6 000 militants entraînés, dédiés à des actions violentes contre les chiites. **Les militants étaient généralement recrutés dans les madrasas tenues par la JUI.**

La SSP a été interdite en janvier 2002, en vertu de la loi antiterroriste de 1997. Elle a cependant pu poursuivre ses activités en les délocalisant **dans les madrasas et les mosquées qu'elle contrôlait**. Une incertitude demeure concernant l'existence et l'activisme, aujourd'hui, de la SSP, formellement interdite. Certaines sources mentionnent une SSP défunte, mais d'autres évoquent une SSP toujours active sous son dernier avatar, *l'Ahl-e Sunnat wa al-Jamaat* (ASWJ, ou ASWJP). En outre, un récent article du *Telegraph* évoque des témoins qui auraient vu 30 à 40 hommes lourdement armés de la SSP, à la Mosquée Rouge d'Islamabad, le 6 février 2015, à l'occasion d'un discours du mollah Abdul Aziz.

▫ Selon des sources policières citées en avril 2014 par le journaliste Asad Hashim, deux madrasas situées à Islamabad ont été identifiées comme étant liées au **Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP)**. Ces madrasas seraient en mesure de servir de bases à d'éventuelles attaques du TTP à Islamabad, en cas d'opération militaire contre ce mouvement.¹⁷⁷ Parlant sous couvert d'anonymat, un ancien officier de police déplore qu'aucune action n'ait été entreprise contre ces deux madrasas « *en raison d'un manque de volonté politique* ». ¹⁷⁸

▫ Après l'opération contre la Mosquée Rouge en 2007, des étudiants de la madrasa *Jamia Fareedia* ont créé l'organisation **Ghazi Force** pour préparer des attaques suicide à Islamabad afin de se venger du gouvernement pakistanais. En juillet 2008, ce groupe a revendiqué un attentat commis près de la Mosquée Rouge d'Islamabad, ayant coûté la vie à 18 personnes, parmi lesquelles figuraient des civils et des policiers. ¹⁷⁹

Tandis que certaines sources indiquent que la *Ghazi Force* a fusionné en 2008 avec le TTP et établi son QG dans l'agence tribale d'Orakzai, d'autres estiment qu'elle a été démantelée après l'opération militaire conduite en 2009 dans la vallée de Swat.

Un article paru en janvier 2015 souligne néanmoins que les autorités recherchent environ 300 ex-étudiants de la Mosquée Rouge qui tenteraient de « *réactiver la défunte Ghazi Force* ». Cette initiative ferait suite aux manifestations organisées en décembre 2014 aux abords de la Mosquée Rouge par des membres de la société civile pour exiger l'arrestation du mollah Abdul Aziz, après que ce dernier eut refusé de condamner le

¹⁷⁷ *Al Jazeera*, 21/04/14, art.cit.

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

massacre commis dans une école militaire de Peshawar (revendiqué par le TTP, ce massacre a coûté la vie à 134 enfants d'officiers pakistanais).¹⁸⁰

▣ Syed Manzar Abbas Zaidi évoque l'existence d'un groupe armé dirigé par **Asmatullah Moavia**.¹⁸¹ Présenté comme une dissidence de l'organisation djihadiste *Jaish-e-Muhammad* (JeM), ce groupe (que certaines sources nomment *Janood-e-Hafsa*) serait désormais affilié au TTP, et recruterait lui aussi dans des madrasas.¹⁸²

7.5. Menaces à l'encontre des religieux hostiles au TTP

Les leaders religieux (de toute confession ou obédience) faisant des déclarations hostiles au TTP ou à d'autres groupes armés font souvent l'objet de menaces et/ou sont tués.

En avril 2007, Maulana Hassan Jan, un religieux déobandi de Peshawar, a été tué après avoir publiquement condamné les méthodes du TTP. En juin 2009, Maulana Sarfrazullah Naeemi, un religieux barelvi à la tête de la madrasa *Jamia Naeemia* (à Lahore), a été assassiné par le TTP après avoir prononcé une *fatwa* (approuvée par 59 oulémas de différentes obédiences) déclarant les méthodes du TTP non-islamiques et condamné les meurtres d'innocents dans des attentats-suicide.¹⁸³

Selon Kaja Borchgrevink, en dépit des meurtres répétés de religieux critiques envers le TTP, qui amènent les leaders des madrasas à craindre pour leur vie, **les wafaq continuent de « résister à la talibanisation des madrasas »**.¹⁸⁴

A cet égard, Mufti Munib ur Rahman, président de l'ITMD et chef de la *wafaq* des madrasas barelvi, souligne que l'ITMD refuse d'affilier à une *wafaq* les madrasas liées à des groupes militants, et rappelle que la *wafaq* des madrasas déobandis a mis fin à l'adhésion de la madrasa *Jamia Hafsa* suite au siège de la Mosquée Rouge.¹⁸⁵

7.6. Des madrasas s'estimant victimes d'une campagne calomnieuse

Les responsables de madrasas estiment que les nombreuses allégations d'accointances avec des groupes armés sont le fruit d'une campagne calomnieuse visant à ternir la réputation des madrasas.

Ainsi, selon le responsable d'une madrasa cité par Tahir Mehmood Butt, « *Les politiciens occidentaux, les agences de sécurité de l'Etat pakistanais, des chercheurs, les grands médias, tous y participent. Certains savants musulmans, y compris des Pakistanais, ont été sollicités pour écrire contre les madrasas. Sous l'influence de toute cette campagne, l'image des madrasas a été ternie, et leur rôle pacifique a été présenté comme controversé* ». ¹⁸⁶

¹⁸⁰ PTI, « Pakistan police fears reactivation Ghazi Force militant group », 21/01/15.

¹⁸¹ Asmatullah Moavia est présenté par certaines sources comme le chef des talibans pendjabi. Après avoir rejoint la JeM, puis rallié la SSP, Asmatullah Moavia a fondé le groupe *Janood-e-Hafsa* (JeH) peu après l'assaut mené contre la Mosquée Rouge en juillet 2007. Depuis lors, Asmatullah Moavia a revendiqué plusieurs dizaines d'attentats meurtriers, notamment celui survenu dans une église de Peshawar en septembre 2013, au cours duquel plus de 80 personnes ont péri. En dépit de ces exactions, Asmatullah Moavia, semble avoir bénéficié d'une amnistie après avoir annoncé qu'il abandonnait le militantisme. Ainsi, les autorités pakistanaises auraient récemment passé un accord avec lui et l'auraient autorisé à rejoindre son fief, situé dans le district de Vehari (Province du Pendjab).

¹⁸² SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

¹⁸³ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ TAHIR MEHMOOD BUTT, art.cit.

Selon un autre responsable de madrasa cité par le centre de recherches Syed Manzar Abbas Zaidi, « **Les madrasas inculquent une idéologie d'amour, de paix, de miséricorde et de bienveillance à l'égard de tout le genre humain. Elles enseignent que la vie humaine et l'honneur sont les entités les plus respectables, et proclament que le meurtre d'un innocent est semblable au massacre de l'humanité entière. Dans ce contexte, il est irrationnel de penser que les étudiants des madrasas peuvent devenir des terroristes. Au contraire, ce sont les citoyens les plus respectueux de la loi. Ce sont des jeunes pacifiques et satisfaits qui ne sont jamais impliqués dans des activités antisociales comme les grèves, les manifestations ou le vandalisme, contrairement à de nombreux étudiants du système public** ». ¹⁸⁷

Rejetant fermement les accusations d'accointances entre groupes armés et madrasas, les représentants des *wafaq* se disent victimes d'une propagande motivée par des considérations politiques et perçoivent les raids menés par la police et l'armée pakistanaise dans diverses madrasas comme une atteinte à leur indépendance. ¹⁸⁸

Ces représentants s'engagent à annuler l'enregistrement des madrasas qui leur sont affiliées quand le gouvernement peut attester de leur implication dans des entreprises terroristes. ¹⁸⁹

D'autre part, ils soulignent que lorsqu'un individu séjourne dans une madrasa en tant qu'invité d'un étudiant, il est très difficile pour l'administration de la madrasa **d'identifier clairement ses véritables intentions**, et indiquent que dans certains cas, l'hôte de cet invité peut lui aussi tout ignorer de ses intentions réelles. ¹⁹⁰

8. Le soulèvement de la Mosquée Rouge : un évènement révélateur de la dérive des madrasas

En juillet 2007, la Mosquée Rouge (*Lal Masjid*), une des principales mosquées déobandi d'Islamabad, a été le théâtre d'une confrontation meurtrière entre l'armée pakistanaise et des étudiants de deux madrasas affiliées à cette mosquée.

La Mosquée Rouge était alors dirigée par deux frères, le mollah Abdul Aziz, et son adjoint, le mollah Abdul Rashid. A la mort de leur père, assassiné en 1998, tous deux ont hérité de la direction d'un vaste complexe incluant notamment une *madrasa* pour femmes, la *Jamia Hafsa*, et la *Jamia Fareedia*, la plus importante madrasa pour hommes de la ville. ¹⁹¹

8.1. Radicalisation religieuse

Depuis le début de l'année 2007, la Mosquée rouge était la source de tensions très vives opposant le gouvernement au mollah Abdul Aziz et à ses partisans.

Sous l'impulsion du mollah Abdul Aziz et de son frère, la Mosquée Rouge s'est radicalisée, affichant publiquement **des sympathies protalibanes**, appelant à **l'introduction de la charia dans tout le pays** et à la chute du gouvernement pakistanais. Les dirigeants de la Mosquée ont en outre instauré un tribunal islamique chargé d'affaires de mœurs.

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ BLOM Amélie, art.cit.

Début 2007, les adeptes du mollah Abdul Aziz ont lancé **une campagne de « moralisation »** de la société. Dans ce cadre, ils se sont livrés à des exactions (actes de vandalisme, enlèvements de prostituées, incendies de magasins de musique, séquestrations et violences sur des personnes au comportement jugé immoral, etc.) et à des actions spectaculaires (manifestations, autodafés, émissions de *fatwa* contre un ministre ou contre les opérations militaires menées par l'armée contre des groupes armés tels que le TTP, etc.).

Lors d'un sermon prononcé à la Mosquée Rouge en avril 2007, le Mollah Abbul Aziz a déclaré : « *Si le gouvernement échoue à éradiquer ces maux sociaux de la société dans un délai d'un mois, les étudiants prendront eux-mêmes des mesures contre les personnes impliquées dans de telles activités* ». Dans ce sermon, il a qualifié de « *maux sociaux* » les drogues, la musique, les films et les photographies de femmes.¹⁹²

8.2. Contestation sociale

Bien qu'étroitement lié à la radicalisation religieuse d'Abdul Aziz et de ses adeptes, le conflit ayant opposé les autorités à la Mosquée Rouge avait aussi des causes socio-économiques.

Ainsi, selon Amélie Blom, « **le mouvement social** qui a abouti à la crise de juillet 2007 ne se laisse pas réduire à sa dimension religieuse, comme le souligne **le rôle très important que les femmes** [étudiantes de la *Jamia Hafsa*] **ont joué dans son déclenchement** ». ¹⁹³

Située dans le complexe de la Mosquée Rouge, la *Jamia Hafsa* accueillait alors près de 3 500 femmes, dont environ la moitié de pensionnaires. Les étudiantes de cette madrasa « *ont été les premières à défier le gouvernement, en occupant une bibliothèque publique adjacente, après que les autorités municipales ont détruit une mosquée proche présentée comme un risque sécuritaire dans le cadre de la « guerre contre la terreur ». La crainte de voir leur madrasa, construite illégalement, subir un tel sort, a été le déclencheur du mouvement* ». ¹⁹⁴

Selon Amélie Blom, ce mouvement articulait aussi « **une contestation sociale, opposant des étudiant(e)s de madrasa ayant récemment migré des zones rurales voisines à un univers urbain perçu comme corrompu** [...] L'afflux de migrants saisonniers, la prolifération des mosquées et madrasas « sauvages » ou l'extension incontrôlée des madrasas officiellement reconnues (comme celles de la Mosquée Rouge) près des quartiers aisés, n'avaient pas été anticipés. En conséquence, avec les années, le quartier de la Mosquée Rouge est devenu une enclave relativement traditionnelle dans un paysage urbain largement occidentalisé ». ¹⁹⁵

Bien que « *les médias anglophones et libéraux furent prompts à qualifier les fidèles des frères Abdul de « brigade », en faisant ainsi comme un groupe homogène* », ces derniers « *rassemblaient des personnes très diverses : jeunes enfants non-pensionnaires, étudiant(e)s en religion dévoué(e)s corps et âmes à la famille Abdullah, militants de l'organisation djihadiste Harkat-ul Mujahidin, orphelin(e)s et veuves de djihadistes, jeunes en détresse ou encore déclassé(e)s en fuite, comme cette jeune femme et son mari qui, mariés contre l'avis de leurs parents et incapables d'honorer une dette financière auprès d'un patron, avaient trouvé refuge auprès de la Mosquée Rouge* ». ¹⁹⁶

¹⁹² *The New York Times*, « Radical pakistani cleric threatens suicide attacks in capital », 07/04/07.

¹⁹³ BLOM Amélie, art.cit.

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ *Ibid.*

Toutefois, « en dépit de cette pluralité de parcours, la base socio-ethnique des militant(e)s du mouvement de la Mosquée Rouge était relativement homogène. **A la madrasa Fareedia, par exemple, 80% des étudiants étaient originaires de la NWFP.** Ce séminaire accueillait aussi de nombreux étudiants originaires des FATA. Les données manquent concernant la Jamia Hafsa pour femmes mais l'on peut conjecturer un profil similaire ». ¹⁹⁷

8.3. Les circonstances de l'assaut

Ce conflit entre les autorités et la Mosquée Rouge a abouti à une opération militaire lors de laquelle la Mosquée Rouge et les deux madrasas affiliées ont été assiégées pendant sept jours. Ce siège a donné lieu à des affrontements armés quasi-quotidiens entre forces de sécurité et adeptes du mollah Abdul Aziz. ¹⁹⁸

Dès le premier jour de l'affrontement, des étudiants se sont barricadés et des échanges de tirs ont fait plusieurs victimes parmi les passants et les journalistes. Pendant plusieurs jours de face à face et d'affrontements sporadiques, des tentatives de conciliations de la part du gouvernement ou des délégations religieuses d'oulémas locaux ont eu lieu.

Les derniers assiégés ont refusé de se rendre, déclaré être prêts à se battre « jusqu'au martyr », et indiqué que de nombreuses femmes et enfants sont restés avec eux « de leur plein gré ». ¹⁹⁹

Le siège a pris fin le 10 juillet 2007 avec l'assaut de la Mosquée Rouge par l'armée pakistanaise, lors duquel le mollah Abdul Rashid et plus de **100 étudiants ont péri**. ²⁰⁰

8.4. Suites et conséquences de cet évènement

Cet assaut a suscité **une véritable onde de choc** à travers le Pakistan et provoqué de vifs débats dans les cercles religieux. De nombreux Pakistanais ont critiqué le gouvernement de Pervez Musharaf, pour avoir tenté de mettre fin à ce conflit en recourant à la violence.

La mauvaise gestion gouvernementale de ce conflit a poussé des étudiants d'autres madrasas à apporter leur soutien aux deux madrasas affiliées à la Mosquée Rouge. Ainsi, la fin de l'adhésion de la madrasa *Jamia Hafsa*, décidée par la *Wafaq ul-Madaaris al-Arabia* à l'issue de ce siège, a été condamnée par plusieurs madrasas déobandis. ²⁰¹

Divers observateurs estiment que cet évènement a marqué la reprise du conflit armé dans le Nord-Ouest du Pakistan, après une relative accalmie due à la conclusion d'accords de paix avec certains groupes armés.

Ce conflit a ainsi pris une ampleur inédite, de nombreux groupes armés considérant désormais le gouvernement pakistanais comme un ennemi et lançant une guerre sainte contre lui. Selon Kaja Borchgrevink, des groupes armés, qui bénéficiaient jusque-là du soutien tacite de l'Etat, ont ressenti cet évènement **comme une entorse à un accord non écrit entre eux et les autorités**. ²⁰²

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ *Al Jazeera*, 21/04/14, art.cit.

¹⁹⁹ *Reuters*, « Les combats se poursuivent dans la mosquée rouge d'Islamabad », 11/07/07.

²⁰⁰ *Al Jazeera*, 21/04/14, art.cit.

²⁰¹ BORCHGREVINK Kaja, art.cit.

²⁰² *Ibid.*

Arrêté le jour de l'assaut contre la Mosquée Rouge, Abdul Aziz a été libéré de prison en avril 2009, sur décision de la Cour suprême puis acquitté en 2013 des charges (notamment meurtres et enlèvements) qui pesaient contre lui.

Il a repris son poste à la tête de la Mosquée Rouge et dirige aujourd'hui **un réseau de 27 madrasas à travers la province du Pendjab**. Selon Asad Hashim, celles-ci hébergent et nourrissent gratuitement plus de 5 000 étudiants, qui y suivent un enseignement religieux et des matières séculières.²⁰³

Dans un article paru en février 2015, le journaliste Kamran Haider souligne que « *depuis 17 ans, le mollah Abdul Aziz se sert de sa position à la tête de cette influente mosquée pour défendre les actions-suicides, condamner l'armée nationale, et louer Oussama Ben Laden, tout en gardant secrètes ses sources de financement* ». ²⁰⁴

9. Attitudes des autorités à l'encontre des madrasas

Pour tenter de lutter contre les liens entre certaines madrasas et organisations terroristes et/ou sectaires, les autorités pakistanaises ont récemment élaboré un document intitulé **National Internal Security Policy (NISP)**, qui identifie les madrasas comme une menace potentielle contre la sécurité nationale.²⁰⁵

Présenté au début de l'année 2014 au parlement par le ministre de l'Intérieur, ce document appelle à **une refonte globale de l'ensemble du système éducatif** et prévoit de faire passer sous le contrôle du gouvernement, dans un délai d'un an, les 22 000 madrasas enregistrées dans le pays.²⁰⁶

Tout en soulignant que « *toutes les madrasas ne constituent pas un problème et qu'en conséquence, elles ne doivent pas toutes être considérées de façon négative* », ce document déplore que la grande majorité des madrasas échappe au contrôle du gouvernement et évoque certains « *aspects troublants de ces madrasas, qui nuisent à la sécurité nationale, notamment le financement par des donateurs non identifiés, la publication et la distribution de propagande incitant à la haine* ». ²⁰⁷

Selon ce document, certaines madrasas cultivent des attitudes religieuses violentes et intolérantes, répandent une littérature propice à la radicalisation des esprits, préconisent le rejet total des autres croyances, et encouragent l'endoctrinement sectaire. Ce document indique d'autre part qu'un grand nombre de terroristes sont ou ont été étudiants dans des madrasas, où ils ont subi « *un lavage de cerveau* », et ont été incités à prendre les armes contre l'Etat pakistanais.²⁰⁸

9.1. Opérations militaires et mesures répressives

Ces dernières années, plusieurs madrasas soupçonnées d'implication ou d'accointances avec des groupes terroristes ont été la cible de raids et de mesures répressives.

Après une tentative d'assassinat contre le président Musharraf en décembre 2003, les autorités ont lancé une série de raids contre les madrasas extrémistes, mais de telles

²⁰³ *Al Jazeera*, 21/04/14, art.cit.

²⁰⁴ *AM IST*, art.cit.

²⁰⁵ *Al Jazeera*, 21/04/14, art.cit.

²⁰⁶ *Al Jazeera*, « Pakistan's madrasas reined in by government », 02/03/14.

²⁰⁷ *Al Jazeera*, 21/04/14, art.cit.

²⁰⁸ *Ibid.*

mesures, « *partielles et peu enthousiastes* », n'ont pas permis une réelle amélioration de la situation.²⁰⁹

Au lendemain des attentats de Londres en juillet 2005, le gouvernement a ordonné des mesures répressives contre les groupes extrémistes sur l'ensemble du territoire pakistanais. La police a pris d'assaut de nombreuses madrasas et arrêté des centaines de suspects.²¹⁰

Toutefois, selon Zahid Hussain, cette opération s'est avérée « *superficielle* », la majorité de suspects ayant été libérés après quelques semaines. La plupart des mesures initiées par le gouvernement de Musharaf à l'encontre du militantisme et de l'extrémisme religieux ont été prises sous la pression internationale et « *manquaient de conviction* ». Très peu d'efforts ont été faits pour contenir les madrasas radicales malgré leur implication constante dans activités djihadistes.²¹¹

Certaines madrasas ont été visées par des opérations militaires ayant conduit à la mort de nombreux étudiants, comme lors de l'assaut mené contre la Mosquée Rouge en juillet 2007.

Cela fut également le cas en octobre 2006 à Chenagai, un village situé dans l'agence tribale de Bajaur. Selon un porte-parole de l'armée, la madrasa de Chenagai était un camp d'entraînement terroriste dirigé par un religieux protaliban, à qui les autorités avaient plusieurs fois demandé de fermer le camp.²¹²

Selon cette même source, entre 80 et 100 hommes âgés de 20 à 30 ans étaient présents quand les premières roquettes ont été tirées contre la madrasa, mais aucune femme ni enfant n'était là au moment des faits. Cependant, d'autres sources affirment que plusieurs cadavres d'enfants ont été extraits des décombres. Des habitants ont ramassé les corps des victimes, tandis que d'autres ont pris part à des manifestations de colère dans plusieurs villages des environs.²¹³

Selon Tahir Mehmood Butt, la répétition de ces raids a entraîné **une forte défiance** entre l'Etat pakistanais et les responsables des madrasas.²¹⁴

En décembre 2014, **le massacre de 134 enfants d'officiers pakistanais tués dans une école de Peshawar** a ravivé les inquiétudes concernant les liens existant entre madrasas et groupes terroristes.

A l'issue de ce massacre revendiqué par TTP, les autorités ont arrêté plusieurs individus soupçonnés d'être impliqués dans cette attaque. Selon le journaliste pakistanais Naveed Hamad, il s'agirait d'étudiants issus de madrasas qui voulaient se venger de l'opération militaire *Zarb-e-Azb* lancée en juin 2014 par l'armée pakistanaise au Waziristan.²¹⁵

Les religieux craignent que ce massacre n'incite les autorités pakistanaises à exercer une répression croissante à l'encontre des madrasas. Certains responsables de madrasas ont été condamnés sans attendre ce carnage, notamment les cadres de la *wafaq* des madrasas déobandis, mais d'autres ont refusé de le condamner, à l'instar du mollah Abdul Aziz.²¹⁶

Toutefois, **d'aucuns doutent de la détermination des autorités pakistanaises** à combattre les liens entre certaines madrasas et des groupes terroristes.

²⁰⁹ ZAHID HUSSAIN, *op.cit.*

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ *Ibid.*

²¹² *The Guardian*, « 80 dead in Pakistan madrasa raid », 30/10/06.

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ TAHIR MEHMOOD BUTT, *art.cit.*

²¹⁵ *Religion News Service*, *art.cit.*

²¹⁶ *Ibid.*

Ainsi, dans un article paru en avril 2014, Asad Hashim, correspondant d'*Al Jazeera* au Pakistan cite les propos d'un ancien officier de police ayant requis l'anonymat. Selon ses dires, les agences de sécurité ont identifié deux madrasas soutenant des groupes armés affiliés au TTP, mais aucune action n'a été entreprise contre ces deux madrasas, « en raison d'un manque de volonté politique ».²¹⁷

9.2. Tentatives de réforme et de renforcement du contrôle étatique

Depuis le règne de Pervez Musharraf (1999-2008), la question de la réforme des madrasas a été maintes fois discutée entre les autorités et les responsables des *wafaq*.²¹⁸

Après le 11 septembre 2001, les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux ont contraint le gouvernement pakistanais à prendre des mesures immédiates pour réformer le système des madrasas.²¹⁹

Les principaux aspects de cette réforme, dont l'objectif premier est de renforcer le contrôle étatique sur les madrasas, concernent l'enregistrement des madrasas, la réforme des programmes d'enseignement et l'introduction de disciplines séculières, les sources de financement et la présence d'étudiants étrangers.²²⁰

Concernant l'enseignement, les autorités pakistanaises se sont efforcées **d'introduire des matières séculières** dans le cursus des madrasas. Au début, certains religieux ont déclaré que l'enseignement de l'informatique et de l'anglais était interdit par l'islam. Cependant, l'informatique et l'anglais ont progressivement été introduits dans l'enseignement des madrasas. Après des négociations avec le gouvernement, l'ITMP a passé un accord pour rendre obligatoire l'enseignement de certaines disciplines séculières dans les madrasas.²²¹

Selon Syed Manzar Abbas Zaidi, les projets de réformes initiés depuis 2001 n'ont pas été suivis de réalisations tangibles en raison de divergences entre les autorités pakistanaises et les responsables de madrasas et de la défiance qui s'est installée entre ces deux parties.²²²

Le gouvernement a notamment proposé d'offrir une assistance technique et financière aux madrasas, mais les religieux ont vu dans cette démarche une atteinte à leur indépendance, et ont refusé cette offre.²²³

Selon Asad Hashim, l'opposition à la réforme ne vient pas seulement des madrasas, mais aussi de partis politico-religieux, qui estiment que le gouvernement ne doit pas interférer dans l'éducation religieuse. A cet égard, Akram Khan Durrani, un cadre de la JUI-F (parti qui dirige un vaste réseau de madrasas déobandis à travers le pays) a déclaré : « *Le gouvernement a détruit toutes les écoles publiques. Si vous ne pouvez pas diriger les écoles publiques, alors comment pourrez-vous diriger les madrasas ?* ». ²²⁴

D'aucuns voient en ces projets de réformes des initiatives destinées à satisfaire des injonctions étrangères. Le mollah Abdul Aziz (chef de la Mosquée Rouge) accuse

²¹⁷ *Al Jazeera*, 21/04/14, art.cit.

²¹⁸ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

²¹⁹ TAHIR MEHMOOD BUTT, art.cit.

²²⁰ SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, art.cit.

²²¹ *Ibid.*

²²² *Ibid.*

²²³ TAHIR MEHMOOD BUTT, art.cit.

²²⁴ *Al Jazeera*, 21/04/14, art.cit.

l'Occident de faire pression sur le Pakistan pour prendre des mesures contre les madrasas et dénonce « *ce plan étranger pour fermer les madrasas [qui] ne verra jamais le jour. Beaucoup ont déjà essayé de le faire, sans jamais y parvenir* ». ²²⁵

Pour lutter contre la prolifération des madrasas non enregistrées et renforcer le contrôle étatique sur les madrasas, **le gouvernement a rétabli l'obligation d'enregistrement en 2005** et proposé des mesures permettant **une meilleure surveillance des sources de financement**.

A partir de 2005, le gouvernement a notamment tenté d'imposer aux madrasas **l'obligation de révéler les noms de leurs donateurs**. Très critiquée par de nombreux responsables religieux, cette initiative a finalement été abandonnée, mais elle a eu, selon le mollah Abdul Aziz, un effet inattendu. Celui-ci soutient que depuis cette initiative gouvernementale, « *Les donateurs n'ont plus leurs noms enregistrés [dans les registres des madrasas]. Ils payent cash et disent : « N'écrivez pas mon nom ou mettez un faux nom ».* On ne peut pas les contraindre [à donner leur vrai nom] ». ²²⁶

Selon le journaliste Kamran Haider, en décembre 2014, le massacre de 134 élèves dans une école militaire de Peshawar a incité le premier ministre à mettre en place une plus grande surveillance des financements des madrasas. ²²⁷

En dépit de ces initiatives, **les madrasas continuent largement d'échapper au contrôle de l'Etat**. D'aucuns estiment que ces carences sont imputables à un manque de détermination des autorités dans la mise en place d'un réel contrôle étatique.

Ainsi, selon l'universitaire Abdul Hameed Nayyar, ²²⁸ tandis que la plupart des madrasas pakistanaises n'encourage pas la violence, les madrasas les plus virulentes, celles qui constituent de graves menaces sécuritaires, demeurent incontrôlées. ²²⁹

²²⁵ AM IST, art.cit.

²²⁶ Ibid.

²²⁷ Ibid.

²²⁸ Abdul Hameed Nayyar est un illustre physicien pakistanais. C'est également un militant pacifiste ayant pris activement part à des mouvements pacifistes nationaux et internationaux. Il est aussi le coauteur d'un rapport du intitulé « *The Subtle Subversion : The State of Curricula and Textbooks in Pakistan* ». Paru en 2003, ce rapport fait un examen critique des enseignements et des manuels scolaires du système éducatif public pakistanais, et a suscité de nombreux débats.

²²⁹ Ibid.

Bibliographie

(Les sites web mentionnés ci-dessous ont tous été consultés en mars et avril 2015)

Ouvrages

- GABORIEAU Marc (Directeur de recherche émérite au CNRS et directeur d'études retraité à l'EHESS), *Un autre islam*, Paris, Albin Michel, coll. Planète Inde, 389 p.
- LIEVEN Anatol (professeur de relations internationales et d'études sur le terrorisme au King's College de Londres), *Pakistan, A Hard Country*, Londres, Penguin Books, 566 p.
- ZAHID HUSSAIN, *Frontline Pakistan - The struggle with militant islam*, Columbia University Press, 220 p.

Articles scientifiques

- BLOM Amélie, « Campagnards » contre nouvelle Sodome : éléments de sociologie des milicien(n)es de la Lal Masjid », Sciences Po-CERI, juin 2009.
http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/art_ab_0.pdf
- BORCHGREVINK Kaja, « Pakistan's madrasas : moderation or militancy ? The madrasa debate and reform process », Norwegian Peacebuilding Resource Centre (NOREF), juin 2011.
http://www.peacebuilding.no/var/ezflow_site/storage/original/application/d6f77e0632a20fcf1ae1ad65041acdc7.pdf
- TAHIR MEHMOOD BUTT, « Social and Political Role of Madrassa: Perspectives of Religious Leaders in Pakistan », *South Asian Studies*, Vol. 27, N°2, July-December 2012, pp.387-407.
http://pu.edu.pk/images/journal/csas/PDF/6.%20Tahir%20Mehmood%20Butt_V28_no2_12.pdf
- SYED MANZAR ABBAS ZAIDI, « Madrassa education in Pakistan : Controversies, challenges and prospects », Centre for international and strategic analysis (SISA), SISA report N°3, 04/03/13.
http://strategiskanalyse.no/publikasjoner%202013/2013-03_04_SISA3_Madrassa_Education_-_Syed_Manzar_Abbas_Zaidi.pdf

Médias

- *L'Humanité*, « Ici l'on fabrique des taliban », 07/04/01.
<http://www.humanite.fr/node/244541>
- *Asianews*, « Islamic parties against expulsion of foreign madrassa students », 01/08/05.
<http://www.asianews.it/news-en/Islamic-parties-against-expulsion-of-foreign-madrassa-students-3833.html>
- *Libération*, « Les madrasas de la honte au Pakistan », 24/08/05.
http://www.liberation.fr/monde/2005/08/24/les-madrassas-de-la-honte-au-pakistan_530102

- *The Guardian*, « Pakistan's Islamic schools resist expulsion order », 30/12/05.
<http://www.theguardian.com/world/2005/dec/30/pakistan.mainsection>
- *The Guardian*, « 80 dead in Pakistan madrasa raid », 30/10/06.
<http://www.theguardian.com/world/2006/oct/30/alqaida.pakistan>
- *The New York Times*, « Radical pakistani cleric threatens suicide attacks in capital », 07/04/07.
<http://www.nytimes.com/2007/04/07/world/asia/07pakistan.html>
- *Reuters*, « Les combats se poursuivent dans la mosquée rouge d'Islamabad », 11/07/07.
<http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/les-combats-se-poursuivent-dans-la-mosquee-rouge-d-islamabad-238171>
- *The News International*, « No room for doubt and division », 25/09/08.
<http://www.thenews.com.pk/>
- *The New York Times*, « Pakistan's Islamic Schools Fill Void, but Fuel Militancy », 04/05/09.
http://www.nytimes.com/2009/05/04/world/asia/04schools.html?pagewanted=all&_r=0
- *The Guardian*, « WikiLeaks cables portray Saudi Arabia as a cash machine for terrorists », 05/12/10.
<http://www.theguardian.com/world/2010/dec/05/wikileaks-cables-saudi-terrorist-funding>
- *Daily Times*, « Madrasa education: a threat to peace and tolerance », 25/01/14.
<http://www.dailytimes.com.pk/opinion/25-Jan-2014/madrassa-education-a-threat-to-peace-and-tolerance>
- *Al Jazeera*, « Pakistan's madrasas reined in by government », 02/03/14.
<http://www.aljazeera.com/news/asia/2014/03/pakistan-madrassas-reined-government-201432124518842809.html>
- *Al Jazeera*, « Pakistan mulls tighter controls on madrasas », 21/04/14.
<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2014/04/pakistan-tighter-controls-madrassas-islamabad-201442064231355458.html>
- *France24*, « Pakistani parents forced to send children to madrasas », 07/07/14.
<http://www.france24.com/en/focus/20140707-2014-07-07-0746-focus/>
- *Religion News Service (RNS)*, « How Pakistan's unregulated madrasa system sows division and religious strife », 22/12/14.
<http://www.religionnews.com/2014/12/22/pakistans-unregulated-madrassa-system-sows-division-religious-strife/>
- *The Express Tribune*, « Father of brainwashed Jamia Hafsa student moves SC », 30/12/14.
<http://tribune.com.pk/story/813903/father-of-brainwashed-jamia-hafsa-student-moves-sc-seeks-safe-return/>
- *The Express Tribune*, « Serious concerns: Over 8000 seminaries operate without affiliation », 07/01/15.
<http://tribune.com.pk/story/817868/serious-concerns-over-8000-seminaries-operate-without-affiliation/>

- *Dawn*, « Police to act against Jamia Hafsa over Daish video », 09/01/15.
<http://www.dawn.com/news/1155803/police-to-act-against-jamia-hafsa-over-daish-video>

- *PTI*, « Pakistan police fears reactivation Ghazi Force militant group », 21/01/15.
http://articles.economictimes.indiatimes.com/2015-01-21/news/58306307_1_red-mosque-pakistan-police-maulana-abdul-aziz

- *AM IST*, « Shifting attitudes put Pakistan's Islamic extremists on defense », 18/02/15.
<http://www.livemint.com/Politics/9R8ZZkKeSgiya9cwhRiygl/Shifting-attitudes-put-Pakistans-Islamic-extremists-on-defe.html>